

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ACTIVITÉ BANCAIRE A MADAGASCAR

ET SON RÔLE DANS L'ÉVOLUTION DE LA COLONIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 1^{er} mars 1928, à 2 heures

PAR

Paul CATAT

Président : M. GERMAIN-MARTIN, professeur

*Suffragants : { MM. PERREAU, professeur
AFTALION, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

45, RUE RACINE, 45

1928

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

THESE

PAR

LE DOCTEUR

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ACTIVITÉ BANCAIRE A MADAGASCAR

ET SON ROLE DANS L'ÉVOLUTION DE LA COLONIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 1^{er} mars 1928, à 2 heures

PAR

Paul CATAT

Président : M. GERMAIN-MARTIN, professeur

*Suffragants : { MM. PERREAU, professeur
AFTALION, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

45, RUE RACINE, 45

1928

*1780K

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



OUVRAGES CONSULTÉS

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

Traité des opérations de banque par Courcelle-Seneuil, 12^e éd., 1922. Paris, Alcan, 1922.

Essai sur les banques coloniales, par Pierre Denizet. Thèse de doctorat en droit. Paris, 1899.

Les banques coloniales, par Léon Buan. Thèse pour le doctorat en droit. Rennes, 1908.

Les banques coloniales, par Renaud Edouard. Thèse pour le doctorat. Poitiers, 1899.

Relations économiques des colonies avec la métropole, par F. Sémars. Thèse pour le doctorat en droit. Nancy, 1905.

Le problème des capitaux dans les colonies françaises, par Restany. Dalloz, 1924.

II. — OUVRAGES SPÉCIAUX.

Voyage à Madagascar, par M. le Dr L. Catat, Hachette et C^{ie}, Paris, 1895.

La France à Madagascar, par Louis Brunet, député de la Réunion, Hachette et C^{ie} éd., Paris, 1895.

Madagascar et les intérêts français, par Truitard. Dijon, 1912.

La circulation monétaire et le crédit à Madagascar, par Georges Gayet, Aix-en-Provence, Makaire éd., 1923.

L'effort de Madagascar pendant la guerre, conférence par M. le gouverneur général Garbit à l'école coloniale le 16 mai 1919, Challamel, Paris, 1919.

Guide pratique du colon et du soldat à Madagascar, par Gautier, Dr Rouire, A. Jully et Paul Combes. André et C^{ie} éd., Paris, 1895.

Madagascar. Etude économique publiée sous la direction de M. Loisy, inspecteur des colonies. Challamel éd., Paris, 1914.

Madagascar, par Marcel Paisant. Larousse éd., Paris.

Madagascar en 1894, par A. Martineau. Paris, Flammarion éd.

Le commerce et la colonisation à Madagascar, par G. Foucart, ingénieur des Arts et Manufactures. Challamel éd., Paris, 1894.

Dans le sud de Madagascar, par le colonel Lyautey, 1900-1902. Charles Lavauzelle éd., Paris.

DOCUMENTS OFFICIELS

Rapports annuels de la commission de surveillance des Banques coloniales.

Journal officiel de Madagascar et dépendances.

Statistiques de Madagascar et dépendances.

Annuaire général de Madagascar et dépendances, année 1926.

Bulletin économique de Madagascar.

Liste des sociétés, maisons de commerce et entreprises diverses établies aux colonies publiée par le ministre des Colonies, 1910.

Journal officiel de la République Française, Débats parlementaires du vendredi 10 juillet 1925, Chambre des députés, séance du 9 juillet 1925.

Journal officiel de la République Française. Débats parlementaires du vendredi 11 décembre 1925. Sénat. Séance du 10 décembre 1925.

Documents parlementaires publiés en annexes au Journal officiel de la République Française.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

N^o 931. — Séance du 20 décembre 1924. Projet de loi portant création d'une banque d'émission à Madagascar, présenté au nom de M. Doumergue,

président de la République Française par M. Edouard Daladier, ministre des Colonies.

N° 1814. — Séance du 30 juin 1925. Rapport fait au nom de la commission de l'Algérie, des colonies et des protectorats chargée d'examiner le projet de loi portant création d'une banque d'émission à Madagascar par M. Henri Michel, député.

SÉNAT.

N° 445. — Séance du 9 juillet 1925. Projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant création d'une banque d'émission à Madagascar, présenté au nom de M. Doumergue, président de la République Française par M. André Hesse, ministre des Colonies et M. Joseph Caillaux, ministre des Finances.

N° 522. — Séance du 20 novembre 1925. Rapport fait au nom de la commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant création d'une banque d'émission à Madagascar par M. Albert Lebrun, sénateur.

ANNUAIRES, PÉRIODIQUES ET PUBLICATIONS DIVERSES.

Agence économique de Madagascar: Les importations à Madagascar. Ed. Dépêche coloniale, Paris, 1927.

Les monographies de la Dépêche coloniale. Collection Octave Homberg, Madagascar. Ed. Dépêche coloniale, Paris, 1927.

Le Courrier colonial illustré : 15 juin 1926.

Annuaire des entreprises coloniales, 1926.

Bulletin de renseignements coloniaux.

Bulletin du comité de Madagascar.

Statuts. Procès-verbaux des assemblées d'actionnaires. Rapports des Conseils d'administrations. Bilans : de la banque de Madagascar, du Crédit Foncier de Madagascar, de la compagnie de l'Océan Indien.

Telles sont les sources où nous avons puisé les renseignements utiles à notre étude. Nous devons cependant signaler les très précieux renseignements qui nous ont été donnés de vive voix à l'Agence générale des Colonies, à l'Agence économique de Madagascar, à la Banque de Madagascar, au Comptoir national d'Escompte de Paris, à la Compagnie de l'Océan Indien, au Crédit Foncier de Madagascar.

Nous tenons, au début de ce travail à remercier les différentes personnes qui nous ont accueilli avec tant d'amabilité, et nous ont fait bénéficier de leur connaissance pratique des questions bancaires à Madagascar.

P. C.

L'ACTIVITÉ BANCAIRE A MADAGASCAR

ET SON ROLE DANS L'ÉVOLUTION DE LA COLONIE

INTRODUCTION

Le 30 septembre 1895 après une campagne rendue particulièrement pénible et meurtrière par les difficultés rencontrées mais vigoureusement menée par le général Duchesne, le drapeau tricolore était hissé sur le Palais de la Reine à Tananarive.

Une loi du 6 août 1896 fit de Madagascar une colonie française et peu de temps après (septembre 1896), le gouvernement de la République Française confia au général Galliéni le soin d'organiser l'occupation, la pacification et l'administration du pays.

En occupant ainsi la grande Ile de l'Océan Indien, la France ne faisait qu'user des droits que nul ne pouvait sérieusement lui contester.

L'honneur de la découverte appartient, il est vrai, au capitaine portugais Diogo Dias qui, poussé par un cyclone hors de la route des Indes, aperçut le premier, le 10 août 1500, les côtes de l'Ile de Madagascar.

Tristan d'Acunha avisé de la fertilité de cette île, en explora la côte occidentale et en fit au roi Emmanuel de Portugal une description qui déterminâ ce dernier à y établir des comptoirs.

Mais les Portugais, soit pour se procurer des esclaves, soit par prosélytisme religieux excessif se livrèrent à de telles violences sur les indigènes que ceux-ci les massacrèrent jusqu'au dernier, ce qui mit radicalement fin à cette première tentative de colonisation.

Dès la fin du xvi^e siècle plusieurs navigateurs français vinrent débarquer sur les côtes de cette grande île et après s'y être installés, lui donnèrent le nom de « Ile Dauphine ».

En 1637 un capitaine de Dieppe, Rigault, frappé de la richesse de l'« Ile Dauphine » constitua avec la protection et l'appui de Richelieu la « Compagnie de l'Orient », à laquelle Louis XIII accorda par lettres patentes du 28 juin 1642 « pour une durée « de dix ans le privilège exclusif de coloniser et de « commercer dans l'Ile Dauphine et les îles adjacentes ».

C'est d'ailleurs à ce premier essai de colonisation que nous devons le séjour à Madagascar de M. Etienne de Flacourt qui avait été envoyé dans la grande île par la Compagnie de l'Orient pour y remplir, par ordre du roi, les fonctions de commandant général de l'île.

De Flacourt a fait lui-même le récit de sa gestion dans son « Histoire de la grande Isle de Madagascar »

premier ouvrage important traitant de notre grande possession de l'Océan Indien.

Le grand ministre que fut Colbert se devait de reprendre cette tentative de colonisation.

La « Compagnie des Indes orientales » au capital, énorme pour l'époque, de 15 millions fut en effet constituée sous son énergique impulsion dans le courant de l'année 1664.

Par la suite la France ne cessa jamais de proclamer ses droits sur la grande île de l'Océan Indien.

En même temps l'Angleterre qui aux termes de divers traités avait dû renoncer à toutes ses prétentions sur Madagascar nous créa cependant sous le couvert de l'une des plus importantes races installées à Madagascar « Les Hovas » les pires difficultés, et s'efforça de reprendre par l'intrigue ce qu'elle avait été forcée d'abandonner par les conventions diplomatiques.

Notre politique est marquée pendant cette époque par de nombreuses hésitations et le souci dominant d'éviter à tout prix des complications.

Grâce cependant à l'attitude énergique de nos représentants auprès du gouvernement Hova (1), grâce aussi à l'action de nos nationaux déjà installés dans l'île (2), grâce enfin aux précieux avertissements et conseils donnés par les Français qui eurent à cette époque l'occasion de faire quelques voyages

1. Le Myre de Vilers, Bompard, Larrouy.

2. De Lastelle. Laborde. Lambert. Le Comptoir national d'Escompte de Paris.

à Madagascar, ou qui y furent envoyés en mission (1). La France se décida à faire en 1895 un effort décisif pour annexer à son domaine colonial le magnifique fleuron que constitue aujourd'hui notre grande possession de l'Océan Indien.

Madagascar, nous pouvons en effet le dire, compte actuellement parmi nos meilleures colonies:

Avec un développement de 1.600 kilomètres du Cap d'Ambre au Cap Sainte-Marie et une largeur qu'atteint au maximum 580 kilomètres, notre grande possession de l'Afrique orientale couvre une superficie totale de 580.000 kilomètres carrés, c'est-à-dire une surface égale à celles de la France, de la Belgique et de la Hollande réunies.

Comprise entre le 12° et 25°39' de latitude Sud, parcourue du nord au sud et le long de la côte « est », par une arête montagneuse dont l'altitude atteint quelquefois 2.800 mètres, dominée par un plateau central d'une altitude moyenne de 1.000 à 1.500 mètres dont le bord oriental est abrupt alors que du côté de l'ouest la pente apparaît beaucoup plus douce et régulière, convenablement arrosée par un grand nombre de rivières, la grande île présente à l'activité européenne une grande variété de ressources.

La température variable avec la saison et la localité envisagée est en général assez peu élevée. La moyenne annuelle varie de 18°9 à Tananarive

1. Voyage à Madagascar de M. le D^r L. Catat. « En matière coloniale la crainte de l'Angleterre, n'est pas le commencement de la sagesse ». Voir également Louis Brunet, *La France à Madagascar*, 1895.

à 26°2 à Diego-Suarez et à 25° à Tulear ou 23°9 à Fort-Dauphin.

Deux saisons bien distinctes divisent à peu près également l'année : la saison chaude ou hivernage qui dure de novembre à avril et qui est la saison pluvieuse et la saison froide qui dure de mai à octobre.

Les ressources de l'île de Madagascar sont considérables et présentent, nous l'avons dit, une grande variété.

Elles sont tout d'abord d'ordre agricole.

On cultive, à Madagascar la vanille dont la culture considérée au point de vue du commerce d'exportation était la plus importante en 1914.

La production de la vanille dont l'introduction à Madagascar remonte à une cinquantaine d'années était passée de 11.638 kilos en 1903 valant 206.613 fr à 59.790 kilos en 1913 valant 2.075.731 fr.

Le *raphia* palmier de haute taille est très répandu dans les régions cotières et ses fibres servent à la fabrication des « rabanes » grandes pièces de toile tissées par les indigènes.

Le riz aliment essentiel de l'indigène dont la culture a pris un développement tel que non seulement Madagascar fait face à sa propre consommation mais se trouve encore à même d'en exporter des quantités assez importantes (42.327 tonnes en 1925).

Le *manioc* qui est cultivé dans toutes les parties

de l'île ; cette plante donne une excellente farine et trouve d'importants débouchés dans les industries de l'alcool, de l'amidon et la fabrication du tapioca. Il en a été exporté 24 tonnes en 1908 et 38.860 tonnes en 1925.

Les *pois du Cap* qui ont pris dans le commerce d'exportation une place très importante parmi les denrées agricoles (930 tonnes en 1904 et 8.141 tonnes en 1913).

Le *maïs* qui vient dans toute l'île.

Le *café* qui est cultivé depuis longtemps à Madagascar.

Le *giroflie* qui est cultivé dans presque toutes les plantations de la côte est et donne lieu à d'importantes exportations de clous et d'essences (67 tonnes en 1903, 262 tonnes en 1913 et 900 tonnes en 1925).

Le *cacaoyer* qui est cultivé depuis longtemps dans l'île.

Le *cocotier* qui se rencontre surtout sur la côte ouest (deltas des rivières Sambirano et Mahavavy).

Le *tabac* qui est cultivé presque partout par les indigènes.

Le *blé* dont les Européens ont importé la culture dès le lendemain de la conquête et dont la production atteignait déjà 300 tonnes en 1912.

La *pomme de terre* qui est cultivée en grand dans le massif de l'Ankaratra.

La *canne à sucre* qui existe dans toute l'île.

On trouve encore à Madagascar sur le littoral et

dans les régions d'altitude moyenne la plupart des fruits des pays tropicaux.

Dans le centre existe la culture maraîchère avec dans les jardins de Tananarive presque toutes les plantes potagères d'Europe.

La *sériculture* est pratiquée par tous les indigènes du centre de l'île. L'administration qui la considère comme une entreprise familiale susceptible de concourir très efficacement à l'amélioration de la condition matérielle des Malgaches du Centre, fait les plus grands efforts pour en assurer le développement.

Mais à côté de ces richesses agricoles, Madagascar offre au point de vue de l'élevage des ressources particulièrement remarquables.

De tout temps la grande île a été réputée pour son bétail dont l'abondance et la qualité avaient déjà frappé les premiers explorateurs.

Le bœuf *zébu* ou bœuf à bosse a toujours joué un grand rôle dans l'existence des Malgaches.

On s'explique d'ailleurs facilement que l'élevage ait pris si rapidement une grande extension et se soit répandu dans toute l'île, car il s'agit là d'une industrie vraiment nationale.

Le nombre des animaux imposés a été de 2.342.972 en 1904 pour passer à 5.530.209 en 1912.

Diverses usines de préparation de viandes de conserves se sont installées dans l'île et notamment dans la région de Diégo-Suarez.

L'élevage a fait dans ces dernières années des progrès tellement considérables qu'il a fourni à l'exportation en 1925, 11.227 bœufs, 9.447 tonnes de viande, 9.628 tonnes de peaux.

Cet élevage s'applique surtout aux bœufs aux moutons et aux porcs.

Il faut cependant signaler que l'on a fait depuis notre installation dans l'île un gros effort pour l'élevage du cheval et les progrès faits jusqu'à ce jour sont considérables : de nombreux champs de courses se sont créés dans l'île et la société pour l'amélioration du cheval malgache fondée en 1902 s'efforce de donner au public le goût plus en plus développé du cheval.

Dans le sud, dans la région de Tulear un essai extrêmement intéressant de l'élevage de l'Autruche a été tenté et les résultats obtenus jusqu'à ce jour permettent toutes les espérances.

Au point de vue forestier, Madagascar présente des richesses également considérables.

La forêt couvre environ 10 à 12 millions d'hectares et se trouve disposée en cercle autour du plateau central presque totalement dépourvu de végétation forestière.

Il y a lieu de penser que cette forêt était autrefois beaucoup plus importante encore et recouvrait notamment toute la région centrale de l'île.

Mais la coutume indigène des « tavy » ou incendies de forêts a déjà détruit une grande partie de

la zone forestière et si l'administration n'avait pas pris des mesures énergiques il est bien certain que la forêt à Madagascar serait maintenant en voie de disparition à peu près complète.

Les mesures indispensables ont heureusement été prises. L'administration prévoyante s'est préoccupée dès qu'elle l'a pu de sauvegarder la forêt de Madagascar.

Les exploitations forestières sont actuellement soumises à une réglementation très stricte qui a pour objet d'éviter la destruction complète de la forêt et d'assurer d'autre part le reboisement de l'île.

Cette réglementation est tout à l'honneur du gouvernement de la colonie.

Il est bien certain en effet que la Forêt joue un rôle essentiel et bienfaisant dans le régime des eaux dont elle assure la régularité, et contribue ainsi directement à la prospérité du pays.

La grande caractéristique de la forêt malgache est l'extrême variété des essences qu'on y rencontre.

La proportion des bois durs est supérieure à celle des bois tendres (70 % et 30 % des peuplements).

L'ébène et le bois de rose ont été jusqu'à ce jour les seules essences exportées en Europe, mais la forêt malgache présente de nombreuses variétés de bois précieux : palissandres, nato (sorte d'acajou) manoka, vandrika, etc.

Certaines variétés même sont absolument imputrescibles (palissandre, ambora, nato, hintsy.).

Il n'est pas rare à Madagascar de trouver entière-

ment enfouis dans le terreau et entièrement recouverts de végétation des troncs dont le bois est resté parfaitement sain.

A ce sujet on peut citer cet exemple d'un nato (*Calophyllum*) de 60 centimètres de diamètre qui fut trouvé complètement encastré dans les racines d'un congénère à peu près de même dimension.

La chute de cet arbre étant donné la taille de celui qui le recouvrait devait remonter à trois siècles environ. Le bois cependant ne portait aucune trace d'altération (1).

Ces forêts renfermèrent autrefois de nombreuses plantes laticifères. Bien avant la conquête les négociants installés dans l'île exportaient du caoutchouc qu'ils obtenaient des indigènes par voie d'échange.

Les procédés d'exploitation absolument barbares employés par les indigènes, et l'absence de toute réglementation de la part des pouvoirs publics ont abouti malheureusement en quelques années à la destruction presque complète des lianes, arbres ou arbustes producteurs de caoutchouc.

Si la colonie veut reprendre la place qu'elle a perdue par sa faute dans l'exportation du caoutchouc et elle peut le faire facilement, elle devra à la fois multiplier en forêt les meilleures plantes indigènes et encourager en même temps la culture des caoutchoutiers étrangers (*Hevea*, *Castilloa*) dans

1. *Annuaire colonial* de juin 1926. *Richesses forestières de Madagascar*.

les terrains où ils sont susceptibles de réussir.

A Madagascar on extrait le *tanin* de l'écorce des paletuviers dont la teneur en tan est de 24,5 %. Cette exploitation malheureusement est faite comme pour les plantes caoutchoutières dans des conditions désordonnées et si l'on n'y met bon ordre les palétuviers sont appelés eux aussi à disparaître.

A côté des bois les *mines* constituent une des plus grandes richesses de la colonie. Le sous-sol de Madagascar est très riche en substances minérales dont les principales sont : l'or, les pierres précieuses, le graphite, le cuivre, le mica. Des gisements de charbon et de grès pétrolifères ont été récemment découverts.

L'or se trouve dans la grande île, soit en filons quartzeux, soit et surtout dans les alluvions traitées par le lavage à la « batée », Alors que l'extraction du métal précieux atteignait près de 2.000 kilos en 1912 ce chiffre est tombé à 336 kilos en 1924. La cause en est que la main-d'œuvre indigène préfère s'employer à l'extraction du graphite ou aux travaux agricoles plus rémunérateurs. Il y a lieu cependant de prévoir, étant donné la richesse de beaucoup de régions dont les gisements ne sont pas épuisés, que la production s'intensifiera lorsque le travail de l'or sera industrialisé.

Les pierres précieuses de notre grande île sont très belles et se trouvent en assez grande quantité : les béryls, les zircons, les améthystes et les grenats.

Le graphite dont l'exploitation industrielle ne remonte guère qu'à 1905-1907 constitue maintenant une des ressources les plus importantes de la colonie.

Les exportations atteignirent leur maximum en 1917 avec 28.000 tonnes. Tout permet de croire que l'industrie du graphite ira sans cesse en augmentant d'importance. La concurrence de Ceylan faiblit de jour en jour et les graphites de Madagascar dont la qualité est parfaitement comparable à ceux de Ceylan doivent dominer bientôt le marché mondial.

On estime que notre grande possession devrait fournir normalement et pendant longtemps 40.000 tonnes de minerai par an.

Le charbon a été découvert à Madagascar dans le sud-ouest de l'île près de Benenitra et à une époque toute récente de nombreuses et importantes sociétés se sont constituées pour étudier la richesse des sables bitumeux dont la présence a été signalée à Madagascar.

Les prospections qui ont été faites semblent démontrer que le pétrole doit se trouver dans notre colonie en quantités vraisemblablement illimitées.

La Compagnie minière des pétroles à Madagascar vient d'étudier spécialement les gisements de Béfatsa et de Bemolanga.

Grâce aux conditions faciles d'exploitation et à la grande valeur des produits déjà obtenus il y a là pour la France une source de richesses incompa-

rable à laquelle la colonie doit consacrer tous ses efforts.

Ainsi donc, par la variété de ses productions agricoles, la valeur de ses produits d'élevage, l'importance de ses forêts, et la richesse de son sous-sol, Madagascar offre à l'activité de l'Européen un champ magnifique d'exploitation.

Mais il va sans dire que dans un pays dernièrement ouvert à la civilisation et où jusqu'à la conquête, le gouvernement indigène avait soigneusement réprimé toute tentative de mise en valeur de peur d'attirer la convoitise des étrangers, tout reste à faire.

Il faut que l'action des pouvoirs publics prépare et favorise l'essor économique du pays en lui fournissant un outillage et des moyens indispensables.

Il faut que d'un autre côté mais concurremment avec cette action gouvernementale l'activité privée suive les directives données par les services administratifs et dans le cadre créé par les pouvoirs auxquels on a confié l'organisation de la colonie, vienne par l'agriculture, par le commerce et par l'industrie mettre définitivement en valeur les richesses fournies abondamment par la nature.

Ceci nous amène à dire quelques mots de ce qui a été fait jusqu'à ce jour et par l'action gouvernementale et par l'activité privée dans la colonie de Madagascar.

C'est nous l'avons dit au général Galliéni qu'in-

comba au lendemain de la conquête, la mission officielle d'organiser et de mettre en valeur notre nouvelle colonie.

Pendant les neuf ans qu'il resta à Madagascar le général Galliéni qui devait au cours des hostilités se gagner des droits impérissables à la reconnaissance éternelle du pays sut déjà faire valoir toutes ses remarquables qualités d'administrateur.

En fait il dota Madagascar d'une organisation administrative et militaire absolument complète et élabora un programme général de mise en valeur auxquels ses successeurs eurent bien peu à ajouter (1).

Actuellement Madagascar compte 23 provinces subdivisées en 79 districts. Chaque province a à sa tête un administrateur en chef des colonies. Le chef-lieu de chaque district est le siège d'un tribunal du premier degré : le chef-lieu de chaque province est le siège d'un tribunal de deuxième degré (et d'un conseil d'arbitrage) rattachés à la Cour d'appel de Tananarive.

La justice européenne comporte en outre de la Cour d'appel de Tananarive, quatre tribunaux de 1^{re} instance à Tananarive, Tamatave, Majunga et Diego-Suarez, cinq justices de paix à compétence

1. Augagneur, novembre 1905-juillet 1910.
Picquié, juillet 1910-août 1914.
Garbit, août 1914-mai 1917.
Merlin, mai 1917-janvier 1918.
Schrameck, janvier 1918-mars 1920.
Garbit, mars 1920-février 1924.
Olivier, février 1924.

étendue à Fianarantsoa, Mananjary, Tuléar, Nossi-Bé et Dzaoudzi (Comores).

L'enseignement officiel tant pour les Européens que pour les indigènes est aujourd'hui complètement organisé : deux lycées à Tananarive (lycée Galliéni pour les garçons et lycée Jules-Ferry pour les jeunes filles) préparent au baccalauréat.

Des écoles mixtes du premier degré, des écoles du deuxième degré dites « régionales » pour les garçons « ménagères » pour les jeunes filles, des écoles de troisième degré (école Le Myre de Vilers, école de médecine, maternités officielles de Tananarive et de Fianarantsoa), l'école supérieure indigène (école Flacourt) ont permis de faire accéder de jeunes Malgaches à de nombreuses situations administratives ou à former sous la direction de médecins européens, une assistance médicale indigène qui a déjà rendu les plus grands services.

Le gouvernement général de Madagascar et dépendances qui comprend en outre des cabinets civil et militaire du gouverneur, des directions (finances et comptabilité, travaux publics et chemin de fer, service de santé et assistance médicale indigène, postes, télégraphes téléphones et T. S. F. locale, douanes, domaines, propriété foncière et cadastre, enseignement, mines) des services (affaires politique et administrative, affaires économiques, trésor, agriculture, forêts, service vétérinaire, contribution indirecte, sûreté générale) est encore entouré de divers conseils, comités ou délégations (conseil d'adminis-

tration, conseil du contentieux administratif, délégations économiques et financières, conseil de défense, comité d'hygiène et de salubrité de la colonie).

Depuis octobre 1920 (*J. O. M.* du 16 octobre 1920) des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture ont été créées à Tananarive, Tamatave, Diego-Suarez, Majunga, Nossi-Bé.

Par arrêté du gouverneur du 3 mai 1922 (*J. O. M.* du 13 mai 1922) des chambres consultatives de commerce, d'industrie et d'agriculture ont été créées à :

Dzaoudzi, Morondava, Tulear, Fort Dauphin, Mananjary, Moramanga, Ambositra, Fianarantsoa, Vatoman-dry, Antalaha) des commissions consultatives de commerce, d'industrie et d'agriculture à Farafangana, Analalava.

Divers groupements économiques se sont organisés à Tananarive : une chambre des mines, un syndicat des agriculteurs et éleveurs de Madagascar, un syndicat des chargeurs de Madagascar, un syndicat des entrepreneurs, une société d'encouragement pour l'amélioration de la race chevaline, une société d'horticulture de Madagascar.

Le service postal, télégraphique, et téléphonique est exécuté par 190 bureaux de plein exercice et auxiliaires, 415 bureaux de distribution rurale et 3 bureaux ambulants.

Le réseau télégraphique aérien comprend près de 12.000 kilomètres de fil : il est mis en relation avec

le réseau mondial à l'aide du câble français de Majunga à Mozambique.

Le téléphone fonctionne dans les principales villes : le réseau radiotélégraphique local comprend 6 stations en exploitation (Diego-Suarez, Nossi-Bé, Majunga, Dzaoudzi, Mutsamudu et M'-Dé).

Toutes ces stations sont ouvertes à la correspondance publique générale.

Le service de la caisse d'épargne fonctionne dans d'excellentes conditions depuis le 1^{er} janvier 1920.

Le service des chèques postaux a été inauguré en mars 1923.

Le mouvement du trafic, pour chacune des branches de l'exploitation des services postaux, télégraphiques et téléphoniques augmente de jour en jour dans des conditions très favorables.

Ces quelques renseignements tirés pour la plupart de l'annuaire général 1926 publié par le gouvernement général de Madagascar et dépendances suffisent nous semble-t-il, pour établir qu'au point de vue administratif notre grande possession de l'Afrique orientale est aujourd'hui définitivement et complètement organisée. Le « cadre » civil et militaire est complet et peut répondre à tous les besoins de la colonie.

Mais si nos gouverneurs ont doté Madagascar d'une organisation administrative qui paraît en effet suffisante, est-il possible d'affirmer également qu'ils

lui ont fourni un outillage économique qui réponde à l'importance de ses ressources et qui en permette la mise en valeur rationnelle et complète ?

Sur ce point force nous est de constater qu'un effort réel a déjà été accompli mais que la plus grande partie du programme reste encore à l'état de projet.

Certes, lors de notre occupation le système routier de cette grande île qui couvre plus de 580.000 kilomètres carrés de superficie ne consistait qu'en un réseau de pistes utilisables seulement pour le transport à dos d'homme. Ce système en outre qu'il présentait de nombreux aléas surtout lors de la traversée des marais ou des rivières était de plus fort coûteux (le transport d'une tonne de marchandises de Tamatave à Tananarive revenant dans ces conditions à plus de 1.100 francs).

Maintenant trois lignes de chemins de fer sont en exploitation (Tananarive Tamatave ; Tananarive-Antsirabe ; Moramanga au lac Alaotra).

Les routes sont nombreuses et desservent les principaux centres de la grande île.

Certaines d'entre elles sont mêmes pourvues d'un service régulier d'automobiles qui fut tenté pour la première fois sur la route de l'est (Tananarive à Mahatsara) dans le courant de l'année 1900 et qui continue d'ailleurs à donner les meilleurs résultats.

Mais le plus important dans ce sens reste à faire.

Une des principales conséquences (celle-là, heureuse d'ailleurs) du terrible conflit qui a entraîné dans une longue furie de destructions les principales

puissances du monde a été de mettre en évidence l'importance extrême qu'il peut y avoir pour un pays à posséder un domaine colonial fortement organisé et rationnellement mis en valeur.

Le concours qui nous fut généreusement accordé par nos colonies s'est manifesté par l'envoi à la métropole menacée par l'envahisseur de 600.000 combattants, 200.000 travailleurs, 600.000.000 de francs et 1.600.000 tonnes de marchandises de toutes sortes.

La France est sortie de cette tourmente avec onze de ses départements parmi les plus actifs à reconstruire entièrement, avec une dette extérieure et intérieure formidable, une population appauvrie de 1.500.000 de ses meilleures unités, une monnaie dépréciée qui ne lui permettait plus de chercher sur le marché international les marchandises qu'elle avait l'habitude d'acheter à des fournisseurs étrangers.

Le pays s'est alors tout naturellement trouvé porté à regarder ces colonies qui avaient fourni un si précieux et si important effort pendant les hostilités et que l'opinion française avait jusqu'alors presque complètement méconnues.

Une grande campagne se fit dans le pays ; la presse se fit l'écho des déclarations généreuses de tous ceux qui vinrent affirmer la nécessité d'intensifier la mise en valeur de nos possessions coloniales. Elle devint en quelque sorte la « Tribune Libre » où divers hommes politiques, journalistes, industriels ou commerçants vinrent démontrer — d'ailleurs sans difficultés — que la France pouvait et devait trou-

ver dans ses colonies la presque totalité des matières premières que son industrie allait acheter au prix de l'or sur des marchés étrangers.

Le parlement s'inquiéta du développement économique de ce que l'on a pu appeler « La France extérieure » et M. Albert Sarraut alors ministre des Colonies et qui se fit le champion de la cause de nos colonies, déposa le 12 avril 1921 sur le bureau de la Chambre des députés un « *projet de loi portant fixation d'un programme général de mise en valeur des colonies françaises* ».

Le projet de M. Albert Sarraut comportait notamment la création d'un *Crédit national Colonial* inspiré du principe du Crédit national pour la reconstruction des régions dévastées qui était éminemment intéressant pour le développement économique de nos colonies. Mais, élaboré à une époque où la France vivait sur la formule : « L'Allemagne payera » le projet de M. Sarraut ne pût en fait être réalisé faute de moyens financiers : L'Allemagne, comme chacun sait, s'étant admirablement arrangée pour ne pas payer les ruines qu'elle avait accumulées.

L'opinion publique restait néanmoins fortement attachée à cette mise en valeur des colonies et courant 1922 *l'Exposition coloniale de Marseille* permit aux industriels et négociants de nos possessions coloniales de faire connaître et apprécier les produits de toutes sortes qu'ils pouvaient mettre à la disposition de la métropole.

Pour Madagascar l'effort financier des pouvoirs publics a été jusqu'alors extrêmement réduit.

Quand l'autorité française s'installa à Tananarive elle trouva dans la caisse du gouvernement malgache la modique somme de 281.846 francs ; elle perçut les impôts indigènes existants, les droits de douanes, le montant de différentes cessions, le produit des confiscations, soit au total pour l'exercice 1896 la somme de 2.029.584 francs.

On créa des chapitres de dépenses politiques, administratives et économiques qu'il n'y eut plus par la suite qu'à développer.

La structure des budgets futurs se trouvait déjà dans celui de 1896.

De 1897 à 1903 le budget ordinaire passa de 9 à 23 millions et chaque année sauf en 1903 la colonie reçut de la métropole une subvention qui alla progressivement en diminuant (2.000.000 francs en 1897, 1.800.000 en 1898 et 1899, 1.700.000 en 1900, 1.330.00 en 1901 et 700.000 fr. en 1902).

En 1906 le budget s'éleva à 26 millions et se tint à ce chiffre jusqu'en 1913.

En 1914 le budget s'élevait à 37 millions sans compter le budget du chemin de fer 3.404.598 francs et le budget de l'assistance médicale indigène 1.777.981 fr.

En 1924 le budget local s'élevait à 79.308.000 fr., le budget du chemin de fer à 11.850.000 et le budget de l'assistance médicale indigène à 7.384.468 fr.

Ces budgets annexes avaient été créés savoir :

Le budget annexe du chemin de fer par décret du 17 décembre 1905 et le budget annexe de l'assistance médicale indigène par décret du 21 juillet 1910.

La pacification et l'administration de plus en plus active de l'île, les efforts des colons, des prospecteurs, des éleveurs et des commerçants, la sécurité et les encouragements dont les indigènes bénéficiaient pour la première fois eurent tôt fait d'augmenter le rendement des taxes droits et impôts et de procurer chaque année au Trésor des plus-values importantes.

Les dépenses suivirent bien également une marche ascendante mais celle-ci fut notablement moins rapide que la progression des recettes.

S'il y eut quelquefois des dépassements de dépenses, il faut ajouter que ces dépassements furent toujours inférieurs aux plus-values des recettes et n'empêchèrent presque jamais le versement d'un excédent définitif de recettes à la Caisse de réserve de la colonie.

Ces excédents de recettes passèrent de 1897 à 1913 de 1.598.689 francs à 5.859.042 francs 07.

Le budget annexe du chemin de fer et le budget de l'assistance médicale indigène se soldèrent eux aussi le plus souvent par des excédents de recettes.

L'actif de la caisse de réserve de la colonie fut successivement de :

1897	1.984.140 fr.
1906	9.693.841 —
1907	14.848.202 —
1911	10.000.000 —
1912	15.354.983 —

C'est sur cet actif que furent prélevées presque toutes les sommes investies par le gouvernement de la colonie dans l'amélioration de l'outillage économique de la grande île (Prolongement de la voie ferrée de Brickaville à Tamatave, construction de la voie ferrée de Tananarive à Antrissabe, distribution de secours aux victimes des cyclones de 1912 et 1913, etc.).

On eut bien recours à l'emprunt mais toujours avec beaucoup de réticences et de modération et la colonie n'obtint, par ce moyen que des sommes extrêmement réduites.

En 1897, le gouvernement français se préoccupa d'assainir les finances de la jeune colonie.

L'ancien emprunt malgache de 1885 fut converti (lois des 5 avril 1897, 6 avril 1898, 5 mai 1900) le service de son amortissement et de ses arrérages fixé à 967.587 francs par an.

Deux emprunts furent émis pour permettre à la colonie de construire le chemin de fer de Brickaville à Tananarive. Le premier de 60 millions de francs réalisé en deux fois, 14 millions en 1902 et 46 millions en 1903 fut autorisé par la loi du 14 avril 1900.

Les frais d'amortissement et le service des intérêts

imposèrent aux budgets successifs une double annuité de 611.499 francs et de 1.825.450 francs.

En 1906, la colonie contracta un nouvel emprunt autorisé par la loi du 19 mars 1905, qui procura une somme de 15 millions : il exigea depuis le versement d'une annuité de 610.810 francs.

Au total Madagascar possédait en 1914 une dette de 105 millions de francs dont le service (amortissement et intérêts) nécessitait chaque année l'inscription au budget d'un crédit global de 4.020.316 francs soit en 1914 à peine un peu plus du 1/8 de ses ressources normales.

Ces emprunts ont été effectués avec le bénéfice de la garantie de l'Etat. Non seulement il n'a jamais été fait appel à cette garantie, mais le montant des recettes qui dans le budget local (douanes, taxes de consommation, produits ou domaine) sont affectés au gage de ces emprunts, dépasse de beaucoup le montant total de leurs annuités respectives.

On voit par ces quelques indications que la situation financière de la colonie est éminemment prospère.

Mais est-ce à dire que l'effort fait jusqu'à ce jour par les pouvoirs publics pour améliorer l'outillage économique de la colonie ait été suffisant ?

Nous ne le croyons pas.

Certains esprits ont pensé qu'il était préférable de ne pas procéder par « doses massives » qu'il valait mieux ne pas recourir à l'emprunt pour investir en une seule fois des capitaux très importants, qu'il était

préférable de rester dans la politique qui consiste à n'affecter au perfectionnement des moyens économiques de la colonie que l'excédent de recettes constaté chaque année dans les précisions budgétaires (1).

Nous estimons au contraire en ce qui nous concerne que si cette politique prudente et sage a été en effet celle qui convenait immédiatement après la conquête il est nécessaire maintenant d'entrer dans la période des grandes réalisations.

Il suffit de comparer l'effort fait par les autres puissances européennes dans leurs possessions coloniales, leurs vastes conceptions, les programmes énormes par elles élaborés pour reconnaître qu'il est indispensable aujourd'hui de recourir à une conception beaucoup plus large de la mise en valeur de la grande île.

Cela est d'ailleurs si vrai que le programme de M. A. Sarraut n'ayant pu aboutir pour les raisons exposées ci-dessus, le gouverneur actuel de Madagascar M. Olivier s'est préoccupé d'élaborer un vaste programme de perfectionnement de l'outillage économique de la colonie.

Dès 1921 aussitôt après le dépôt par M. Albert Sarraut de son vaste projet de mise en valeur de nos colonies on avait admis à Madagascar le principe d'un emprunt de 300 mililons.

Quand on dut reconnaître que la métropole qui avait elle-même à faire face à des dépenses de plus

1. Truitard, *Des intérêts français à Madagascar*.

en plus lourdes ne pourrait être d'aucun secours pour la colonie on réduisit ce vaste emprunt aux moindres proportions d'un appel au crédit à concurrence seulement de 130 millions.

Ce dernier projet n'ayant même pas pu voir le jour, M. le gouverneur Olivier se décida à rechercher exclusivement dans la colonie les ressources nécessaires et adressa au ministre des Colonies le 19 septembre 1926 un programme minimum à réaliser dans un délai de 5 années.

Ce programme minimum comprend les travaux suivants :

1^o Chemins de fer de Fianarantsoa à Manakara (169 km.).

2^o Achèvement du canal des Pangalanes.

3^o Construction des ports de Tamatave, Majunga et Manakara.

4^o Construction de phares et feux pour l'éclairage des côtes.

5^o Institut Pasteur de Tananarive.

L'ensemble de ces travaux représente environ une dépense de 225 millions qui sera prélevée sur les budgets des cinq exercices à venir en y ajoutant une dotation aussi élevée que possible à provenir des prestations en nature qui doivent être versées par l'Allemagne en exécution du plan Dawes.

Déjà a eu lieu le 27 décembre 1926 au ministère des Colonies sur mise à prix de 100 millions l'adjudication de l'entreprise du chemin de fer du Bet-sileo.

Un consortium de constructeurs français a été déclaré adjudicataire pour 125.632.610 francs.

Les travaux ont commencé effectivement le 1^{er} juin 1927 sur le terrain.

Ainsi en 6 ans environ sera construite une nouvelle voie ferrée destinée à évacuer les produits des Hauts-Plateaux du sud, du pays betsileo riche et peuplé.

Les travaux d'aménagement des trois ports de Tamatave, Majunga et Manakara adjugés ensemble sur la mise à prix de 50 millions ont commencé simultanément le 1^{er} octobre 1927, pour être achevés à peine de pénalités de retard le 1^{er} octobre 1930.

Parallèlement à l'exécution de ce programme de grands travaux qui sera poursuivi à l'aide de ressources extraordinaires dues surtout à la sage politique d'économies poursuivie depuis trois ans par le gouverneur général Olivier, et avec l'aide aussi des prestations en nature, la colonie exécutera un certain nombre de travaux de moindre importance sur les ressources ordinaires de son budget local.

Ces travaux comprendront notamment l'achèvement et le perfectionnement du réseau de voies ferrées existant dans la colonie, la création de tramways suburbains à Tananarive, l'amélioration du tracé des routes existantes pour leur adaptation à la circulation automobile, et le renforcement des ouvrages d'art.

Tous ces travaux répartis sur plusieurs exercices

contribueront à perfectionner l'outillage économique de notre magnifique possession de l'Océan Indien.

Tel a été l'effort incomplet certes mais déjà fort important des pouvoirs publics.

Toute cette organisation, tout cet outillage économique de routes, voies ferrées, travaux hydrauliques, mis à la disposition de la colonie par l'action du gouvernement ne représenteraient cependant qu'une entreprise absolument stérile et une dépense strictement improductive, si de son côté l'activité privée ne venait profiter des travaux effectués par les pouvoirs publics et par son travail et son esprit d'entreprise parachever la mise en valeur du pays.

Dans quelles conditions va s'exercer cette activité privée aux colonies en général et à Madagascar en particulier ?

Il ne faut pas se le dissimuler, toute exploitation dans un pays neuf coûte extrêmement cher.

Il faut faire venir de loin des marchandises, des instruments et parfois même des travailleurs qu'il est quelquefois difficile de retenir.

Il y a une mise de fonds très importante à investir dans la nouvelle entreprise.

Il y a généralement de gros risques à courir résultant des conditions climatiques de la surproduction possible et du goût incertain et changeant des consommateurs.

Par son éloignement la colonie n'offre pas toujours des débouchés faciles.

En sorte que comme on l'a dit très justement (1) :

« S'il faut aux colonies des hommes intelligents et énergiques pour diriger les exploitations, il y faut surtout des capitaux abondants et distribués à propos et on peut dire que toute entreprise coloniale est avant tout une affaire d'argent ».

Pour Madagascar ce principe s'appliquant à tous les pays neufs est peut-être encore plus vrai que pour n'importe quelle autre colonie.

Eloignée de près de 10.000 kilomètres de la métropole, à près de trente jours de mer par les bateaux des Messageries Maritimes ou de la Compagnie Havraise Péninsulaire le colon installé dans la colonie aura de grandes difficultés pour se procurer les instruments et les matières premières nécessaires à la mise en marche de son exploitation. Il aura ensuite de grandes difficultés à réaliser les produits de son entreprise et devra attendre en tous cas fort longtemps avant d'en toucher le prix.

D'autre part, il ne nous paraît pas possible d'affirmer avec certains auteurs que Madagascar soit véritablement une colonie de peuplement.

Il est certain que l'Européen peut parfaitement y vivre et s'adapter facilement au climat.

Les conditions de son existence y seront encore sensiblement améliorées quand les pouvoirs publics auront définitivement terminé les travaux d'assainissement de la côte est et fait disparaître ainsi une

1. M. Denizet, *Des banques coloniales*. Thèse c. Bibliographie.

des causes essentielles des fièvres qui jusqu'à ce jour, ont assez sérieusement éprouvé nos colons.

Mais d'accord en cela avec la majorité des auteurs il nous apparaît que notre grande île de l'Océan Indien présente plutôt les caractères d'une colonie d'exploitation.

Il est certain que Madagascar offre à l'activité des entreprises coloniales un merveilleux domaine, mais nous ne croyons pas que l'Européen puisse y travailler de ses propres mains, surtout d'une façon continue, sans y compromettre gravement sa santé.

Les colons, industriels ou commerçants européens doivent donc avoir recours dans une large mesure à la main-d'œuvre indigène. Leur rôle se bornera à recruter et à former cette main-d'œuvre, ensuite et principalement à en diriger l'emploi.

Or, et ceci est de notoriété publique, la question de main-d'œuvre constitue l'un des plus graves problèmes de la mise en valeur de Madagascar.

On ne trouve sur cette immense île, la plus grande du monde après la Nouvelle-Guinée et Bornéo qu'une population extrêmement faible : environ 3.500.000 habitants dont 20.000 Européens.

Et encore a-t-on accusé cette population, sauf quelques exceptions (Antaimoro « l'Auvergnat de Madagascar » côte sud-est), du péché de paresse.

Hâtons-nous d'ailleurs de dire qu'à notre avis il n'y avait là que pure médisance.

La vérité est que l'indigène quand nous nous sommes installés à Madagascar n'avait aucun besoin.

Les quelques rizières qu'il cultivait, la forêt qu'il défrichait par le procédé barbare du feu de bois « Tavy » lui donnaient à profusion tous les éléments nécessaires à sa subsistance.

En quelques instants il avait construit une case qui suffisait à l'abriter contre les rigueurs de la saison pluvieuse ou les ardeurs du soleil et qu'il n'hésitait pas d'ailleurs à abandonner avec la plus grande facilité pour se soustraire par exemple au paiement des impôts.

Avec les besoins que ne manqueront pas de lui créer bientôt toutes les « séductions » de la vie civilisée, le Malgache ne tardera pas à sortir de son ancienne oisiveté et à fréquenter un peu moins les « Kabary » pour se rendre plus souvent sur les chantiers.

A ce sujet il est intéressant de signaler que la seule nécessité de payer l'impôt en espèces et non plus seulement en prestations a suscité chez l'indigène au début de notre installation un besoin de travailler qui s'est fait heureusement sentir dans le recrutement de la main-d'œuvre.

Les pouvoirs publics se sont d'ailleurs vivement préoccupés de cette question et ont fait un effort considérable notamment en multipliant les hôpitaux et œuvres d'hygiène sociale pour parer aux difficultés créées par la pénurie de main-d'œuvre.

Néanmoins les intelligences et les capitaux sont et seront toujours plus nécessaires à Madagascar que les bras.

« Pour coloniser, il faut beaucoup d'argent. Il « en faut peut-être plus qu'ailleurs à Madagascar « puisque dans beaucoup de ses parties, c'est un « pays où rien n'a été fait, ni par d'anciens colons, « ni par les populations, ni par le gouvernement « local ». (1).

Qu'on considère en effet les difficultés rencontrées par un colon qui vient s'installer à Madagascar, la menace que constituent pour lui les rigueurs du climat et notamment les cyclones que l'on voit s'abattre quelquefois sur l'île (2) et l'on comprend l'exactitude de cette affirmation : qu'à Madagascar le rôle des capitaux est prépondérant.

Cela est d'autant plus vrai qu'en général le colon français qui consent à quitter la métropole pour aller chercher aux colonies un bien-être qu'il n'a pas en France est presque complètement dépourvu de tous moyens.

Les capitalistes français au moins jusqu'à ces dernières années avaient toujours hésité à s'intéresser à la mise en valeur de nos colonies qui étaient en général peu ou fort mal connues.

Dans une étude publiée en 1919 (3) notre profes-

1. G. Foucart, p. 319, *Le commerce et la colonisation à Madagascar*, cf. Bibliographie.

2. Par exemple le cyclone qui a presque entièrement détruit le port de Tamatave dans le courant de l'année 1927.

3. Germain-Martin, *Les problèmes du crédit en France*. Payot éd., 1919

seur M. Germain-Martin évaluait à 4 milliards les capitaux français placés à la veille des hostilités dans toutes les colonies françaises y compris le Maroc et à 50 milliards ceux qui avaient été placés à l'étranger dont 12 milliards en Russie !

Déjà en 1894 M. Georges Foucart qui revenait d'un voyage d'études dans la colonie écrivait :

« L'importance des capitaux à Madagascar exigera sans doute dans beaucoup de cas, la formation de sociétés disposant de moyens d'action plus puissants que des individus isolés. Elles seules pourront en général entreprendre les grands travaux nécessaires à l'exploitation rationnelle de vastes territoires, faire des essais comparatifs que des particuliers seraient dans l'impossibilité de tenter... Elles auraient aussi les moyens de faire appel aux spécialistes dont la compétence est indispensable surtout pendant la période de début. » (1)

Dans ces dernières années nous avons vu il est vrai de nombreuses sociétés s'installer à Madagascar. Il suffit pour s'en rendre compte de rapprocher « la liste des sociétés et maisons de commerce et entreprises diverses établies aux colonies » publiée en 1910 par le ministère des Colonies de l'annuaire des entreprises coloniales 1926.

On constatera par ce moyen la profonde exactitude de l'affirmation formulée dès 1894 par M. G. Foucart.

1. Georges Foucart, *op. cit.*, cf. bibliographie.

Mais la plupart de ces nouvelles entreprises comme l'immense majorité des individus isolés manque encore des capitaux importants sans lesquels toute entreprise à Madagascar risque d'être un échec.

Qui donc va fournir à ces individus isolés ou à ces sociétés ces capitaux qui constituent l'instrument indispensable pour la mise en valeur de la colonie ?

Qui donc va jouer ce rôle essentiel dans l'exploitation rationnelle des immenses richesses mises à la disposition de nos entreprises coloniales par la nature ?

C'est le banquier !

Quand l'œuvre du conquérant s'achève, c'est aux agriculteurs, aux industriels, et aux commerçants qu'il appartient de mettre en valeur le pays qui vient d'être pacifié et organisé : mais le rôle de ces trois éléments est presque partout, surtout aux colonies, et plus encore à Madagascar, entre les mains du banquier.

Le crédit ! tel est le principal outil de la colonisation.

Pouvoir trouver en banque le crédit nécessaire à la mise en marche de l'exploitation et à la production de la récolte, pouvoir demander au banquier la « mobilisation sous forme d'espèces » de la valeur des marchandises dès qu'elles sont embarquées à destination du pays consommateur, disposer enfin pour les besoins des échanges d'une monnaie abondante et admise par chacun et sans difficulté, telles sont les conditions nécessaires à la bonne marche

de toute entreprise installée aux colonies et plus particulièrement à Madagascar.

Comment ces conditions nécessaires ont-elles été réalisées à Madagascar ?

Quel a été de plus le rôle joué par les organismes bancaires existant à Madagascar dans l'évolution de la colonie ?

C'est justement l'objet de l'étude que nous nous sommes proposés sous le titre :

L'activité bancaire à Madagascar.

Son rôle dans l'évolution de la colonie.

L'étude de notre sujet comportera donc trois parties.

Nous nous efforcerons dans les deux premières parties de dire l'essentiel des conditions suivant lesquelles s'exerce l'activité bancaire à Madagascar en exposant tout d'abord l'historique de l'installation des banques à Madagascar et en précisant ensuite l'objet plus particulièrement poursuivi par chacun des organismes bancaires existant actuellement dans notre colonie.

Dans la troisième et dernière partie nous essayerons de mettre en évidence le rôle joué par cette activité bancaire dans l'évolution de la colonie en envisageant l'action des trois banques privées qui coexistent actuellement dans l'île et en traitant plus particulièrement des effets de la création dans le courant de l'année 1925 de la Banque de Madagascar à laquelle fut concédée pour vingt ans par la loi du 22 décembre 1925 le privilège de l'émission des billets de banque pour Madagascar et dépendances.

PREMIÈRE PARTIE

L'ACTIVITÉ BANCAIRE

A MADAGASCAR

LES DIVERS ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT
Historique de leur installation dans la Colonie.

CHAPITRE PREMIER

LE COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE

Le premier établissement bancaire français installé à Madagascar fut le Comptoir National d'Escompte de Paris.

La présence du Comptoir National d'Escompte de Paris à Madagascar ne peut d'ailleurs surprendre personne.

On sait quel intérêt cette grande banque a toujours su témoigner aux entreprises coloniales de la France.

Dès le lendemain de la conquête le grand établissement de crédit de la rue Bergère était en Cochinchine et provoquait la création de la Banque de l'Indo-Chine pour la fondation de laquelle il s'associa avec la Société générale, le Crédit industriel et

commercial et la grande Banque d'affaires parisienne : la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Actuellement nous trouvons des agences du Comptoir réparties dans le monde entier.

Il est installé dans toute notre Afrique du nord.

Il est banquier des banques des colonies françaises Indo-Chine, Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion et Afrique occidentale.

Comme l'a si bien dit M. TRUITARD : « Nous doutons qu'il y ait beaucoup d'établissements financiers qui puissent mieux que lui prétendre à la connaissance des affaires coloniales et ultra-maritimes » (1).

Dès 1885 nous trouvons le Comptoir d'Escompte à Madagascar.

C'est lui qui en 1886 à la suite de notre première expédition envoie à Madagascar sur la demande du gouvernement français des délégués qui eurent à traiter d'un emprunt du gouvernement hova et de ses garanties.

Par acte du 4 décembre 1886, il consent au gouvernement malgache un prêt de 15 millions de francs au taux de 6 % remboursable en 25 annuités de 1.165.905 francs payables par moitiés en juin et en décembre de chaque année.

Par le traité de 1885 le gouvernement de la Reine s'était en effet engagé à payer 10 millions à la France, non à titre d'indemnité de guerre, mais comme règlement des réclamations antérieures au conflit et pour

1. *Op. cit.*, pp. 256 et suivantes.

réparation des dommages causés aux particuliers français ou étrangers pendant les hostilités.

Le gouvernement malgache emprunta donc ces 10 millions plus 5 dont il avait besoin et nous devons nous féliciter d'avoir vu intervenir en cette circonstance le grand établissement parisien plutôt qu'une banque étrangère et notamment une banque anglaise, qui, elle aussi, avait fait des offres au gouvernement Hova.

Pour garantir le remboursement de cet emprunt le gouvernement malgache attribua au Comptoir le produit des douanes dans les six principaux ports de l'île (1).

Pendant les premières années les annuités furent payées régulièrement en partie on peut le croire avec l'avance des 5 millions. Le produit des douanes n'atteignait pas en effet 700.000 francs et le gouvernement malgache ne disposait pour parfaire le montant de l'annuité que de ressources tout à fait insuffisantes (amendes, confiscations, taxe de capitation très faible, et quelques impôts à rendement très réduit et enfin quelques participations dans le produit des concessions).

Dès 1892 les annuités ne purent plus être payées qu'avec les plus grandes difficultés.

Vers la fin de 1887 le Comptoir d'Escompte créa deux agences l'une à Tananarive, l'autre à Tamatave.

1. Tamatave, Mananjary, Vatomandry, Vohimarina, Fénarivo et Majunga.

Ces deux agences fonctionnèrent d'abord très régulièrement ; leurs affaires eurent leur plus grand développement en 1890 malgré la concurrence acharnée d'une banque anglaise la New Oriental Bank venue à Madagascar au commencement de 1889 mais contrainte à liquider courant 1892.

En 1894 le Comptoir ouvre à Majunga une nouvelle succursale pour faciliter les opérations du corps de débarquement.

Mais à la suite de la convention franco-anglaise du 5 août 1890 (l'une de ces hésitations et capitulations devant les prétentions de l'Angleterre que l'on retrouve nombreuses dans l'histoire de notre installation dans la grande île) un revirement complet se produisit dans l'orientation politique de la Cour de l'Imerne et les affaires de la banque se ressentirent cruellement de cet état de choses.

C'est alors que commença ce que nous pourrions appeler « l'époque héroïque » du Comptoir.

A Tananarive, les Malgaches se sentant soutenus par les autorités locales qui auraient dû les poursuivre, oublièrent totalement de respecter leurs engagements.

Toutes les poursuites échouèrent par suite de l'incurie des juges.

On trouve à Tananarive le coffre-fort de la succursale éventré et vide de tout ce qu'il contenait.

Certaines personnes, évidemment malveillantes ou mal renseignées (!) prétendire que Son Excellence, M. le premier ministre de la Reine était beaucoup

plus au courant qu'on ne le disait de cet attentat (?).

Toujours est-il que le vrai coupable ne fut jamais découvert.

Pendant les opérations militaires M. DELHORBE, directeur de l'agence de Tananarive se réfugia à Tamatave et introduisit un procès contre le gouvernement de la Reine.

Après bien des procédures on vit les autorités françaises impuissantes à obtenir la réparation du préjudice et de la spoliation dont avait eu à souffrir le Comptoir.

Les débuts de l'activité bancaire à Madagascar furent, on le voit assez pénibles.

Il nous paraît juste de rendre hommage aux efforts faits par le Comptoir d'Escompte pour surmonter les difficultés qui lui furent créées lors de son installation dans la colonie.

Il est certain que ce grand établissement de crédit a rendu à notre cause les plus grands services et a contribué pour une grande part à favoriser l'action de nos représentants auprès du gouvernement Hova fortement soutenu par l'Angleterre.

(Le rôle important joué par le Comptoir d'Escompte pendant toute cette période troublée à d'ailleurs été fort bien exposé par M. Charles Martin, inspecteur principal des Agences coloniales du Comptoir, dans une remarquable étude d'une trentaine de pages environ présentée par lui au Congrès de l'Afrique orientale en 1911.)

Le Comptoir National d'Escompte fut pen-

dant longtemps la seule banque de Madagascar.

De 1885 à 1919 il fut en effet le seul établissement de crédit auquel nos colons industriels et commerçants de Madagascar purent faire appel.

On a prétendu qu'il avait réalisé pendant cette période d'énormes bénéfices ? Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il a rendu aux entreprises coloniales exerçant leur activité à Madagascar les plus grands services et que dans certaines périodes de crise nos colons furent heureux de trouver auprès de ses représentants dans la colonie des facilités sans lesquelles ils auraient pu difficilement éviter la ruine de leurs exploitations.

L'activité du Comptoir d'Escompte n'a fait que s'étendre et prendre chaque jour plus d'importance dans la grande île.

Aujourd'hui le Comptoir national d'Escompte possède à Madagascar sept succursales ou agences ainsi que de nombreux correspondants dans les centres les plus importants ce qui lui permet de jouer un grand rôle dans la vie économique de notre colonie.

CHAPITRE II

COMPAGNIE DE L'Océan Indien

Le deuxième établissement de crédit installé à Madagascar est dans l'ordre chronologique la Compagnie de l'Océan Indien.

Cette société anonyme dont le siège social est à Paris, 10, rue de Chateaudun fut constituée le 14 mars 1919 au capital initial de 1.000.000 de francs divisé en 2.000 actions de 500 francs.

Les fondateurs furent MM. L. Geugnier et A. Grosos et ses premiers administrateurs :

L. Geugnier, *président*.

A. Grosos, *vice-président*.

H. Portier, *administrateur*.

Cette société fut constituée sous le patronage de la puissante Compagnie de navigation « Havraise Péninsulaire » dont le siège est également à Paris, rue de Chateaudun, n° 10 et dont les lignes de paquebots desservent régulièrement notre possession de l'Océan Indien.

Dès les premiers mois de l'existence de cette nouvelle banque les administrateurs reconnurent la nécessité de procéder à l'augmentation du capital.

Le 28 avril 1920 le capital initial de 1.000.000 de

francs fut porté à 5.000.000 de francs par la création de 8.000 actions nouvelles jouissant des mêmes privilèges que les anciennes.

Le 10 novembre 1921 l'assemblée générale des actionnaires autorisa le conseil d'administration à porter le capital de 5.000.000 à 20.000.000 par la création de 30.000 actions nouvelles de 500 francs jouissant également des mêmes privilèges que les anciennes.

Le développement sans cesse croissant des affaires bancaires, l'éloignement des agences, la lenteur des communications, l'irrégularité des courriers étant la cause d'immobilisations importantes, l'augmentation de capital de 15.000.000 de francs fut aussitôt décidée par le conseil et devint définitive le 14 mai 1924.

La souscription fut ouverte et les deux premiers quarts appelés immédiatement.

Le troisième quart fut appelé le 28 février 1925.

A ce jour le capital effectif de la banque est de 18.000.000 de francs environ.

Le nombre des administrateurs a été augmenté et le conseil se compose actuellement de :

L. Geugnier, *président*.

A. Grosos, *vice-président*.

Belot, *administrateur*.

R. Grosos, *administrateur*.

Philibert, *administrateur*.

Portier, *administrateur*.

Les commissaires aux comptes sont MM. Guenot et Mottelay.

Le directeur général, M. Sescau.

Le sous-directeur général M. Conquy.

Cette jeune société fit preuve dès le début de la plus grande activité et créa bientôt des agences ou succursales dans les principales villes de notre colonie.

à Tamatave en septembre 1919.

à Majunga en septembre 1919.

à Nossi-Bé en septembre 1919.

à Diego-Suarez en janvier 1920.

à Tananarive en décembre 1920.

à Tulear en juillet 1925.

Actuellement une nouvelle succursale est en voie de création à Manakara.

En outre de ces agences la Compagnie de l'Océan Indien a des correspondants dans tous les centres assez importants de Madagascar et à la Réunion.

En France, en dehors de son siège social, la Compagnie possède une agence à Nantes ouverte dès juillet 1921, 41, quai de la Fosse et aujourd'hui transférée au cœur même de la ville, 9, rue Crébillon.

Ces renseignements succincts sur les conditions de la création de ce nouvel organisme bancaire suffisent à indiquer quelle importance a su prendre cette jeune banque dans la colonie. Nous verrons par la suite que les résultats déjà obtenus lui permettent d'espérer légitimement atteindre à de très brillantes destinées.

CHAPITRE III

CRÉDIT FONCIER DE MADAGASCAR

Presque en même temps et sous l'égide également d'une puissante compagnie de navigation dont les paquebots sillonnent aussi les lignes de l'Océan Indien : la Compagnie des Messageries maritimes, se fondait à Paris, 35, rue Pasquier un nouvel organisme bancaire sous le nom de : Crédit Foncier de Madagascar.

Cette banque rappelle en bien des points un organisme similaire : le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie dont le siège est à Paris, 43, rue Cambon, société qui compte d'ailleurs parmi les fondateurs et les actionnaires les plus importants de la nouvelle banque de la rue Pasquier.

Dès le 12 décembre 1919 la constitution de cette nouvelle banque était définitive et son activité s'exerçait aussitôt dans la colonie.

Le capital actuel du Crédit foncier de Madagascar s'élève à 13 millions de francs divisé en 26.000 actions de 500 francs chacune réparties en deux catégories :

La première catégorie est formée de 4.000 actions dites actions « A » numérotées de 1 à 4.000.

La deuxième catégorie est formée de 22.000 actions dites actions « B » numérotées de 1 à 22.000.

Une clause spéciale des statuts autorise le Conseil d'administration à porter le capital en actions « B » de son chiffre actuel de 11 millions jusqu'au chiffre de 30 millions de francs en une ou plusieurs fois.

En outre le conseil est autorisé à procéder le cas échéant à des augmentations de capital par l'émission de nouvelles actions « A » jouissant des mêmes droits que les actions de même nature préexistantes jusqu'à concurrence du montant nominal nécessaire pour maintenir ou rétablir à tout moment la proportion des voix entre les actions « A » et les actions « B » résultant des statuts, soit une proportion de deux à onze.

Ces clauses sont intéressantes car elles peuvent permettre le cas échéant au conseil d'augmenter très rapidement et dans des proportions très importantes le capital dont dispose la banque ce qui est de nature à développer considérablement les placements et en général toutes les opérations traitées par cette banque.

Actuellement le Crédit foncier de Madagascar possède 8 agences à Madagascar (Tananarive-Tamatave-Majunga-Nossi-Bé-Diego-Suarez-Fianarantsoa-Tulear-Morondava) et une agence à Saint-Denis de la Réunion.

Un grand nombre de correspondants dans tous les centres importants de l'île lui permettent d'étendre son action à toute la colonie.

CHAPITRE IV

BANQUE DE MADAGASCAR

La dernière en date mais la plus importante par le rôle essentiel qu'elle est appelée à jouer dans la colonie est la Banque de Madagascar, société anonyme dont les deux assemblées constitutives furent tenues les 28 janvier et 5 février 1926 et dont le siège est à Paris, boulevard Haussmann, n° 134.

Ce qui paraît le plus étonnant quand on étudie l'historique de la création de la Banque de Madagascar c'est :

D'une part l'importance et la nature des difficultés qui pendant plus de vingt ans empêchèrent la réalisation d'un projet élaboré dès le lendemain de la conquête.

Et, d'autre part, le caractère tout à fait imprévu des motifs qui permirent aux distingués rapporteurs de ce projet devant le Parlement de faire accepter le principe de la création de ce nouvel organisme bancaire et d'obtenir le vote de la loi du 22 décembre 1925.

Il faut en effet le rappeler : dès notre occupation de Madagascar le Comptoir national d'Escompte le premier suggéra au gouvernement français la con-

cession à une organisation bancaire du privilège d'émission dans la grande île.

Comme le rappelait en effet l'exposé des motifs du projet de la loi déposé sur le bureau de la Chambre des députés, par M. Edouard DALADIER, ministre des Colonies à la séance du 20 décembre 1924 :

« La question de la création d'une banque d'émission dans la grande île s'est posée dès 1895 lors de l'occupation française. A cette époque l'opération fut jugée prématurée. Reprise en 1906 elle a fait l'objet depuis cette date de nombreuses études et projets qui n'ont abouti jusqu'ici à aucune réalisation » (1).

L'idée du Comptoir d'Escompte fut en effet reprise par tous les auteurs qui eurent à s'occuper de 1895 à nos jours de la vie économique de Madagascar et tous considérèrent comme nécessaire, urgente, indispensable la création d'un institut d'émission dans notre nouvelle colonie.

Si l'on constate en effet de profondes divergences d'opinions quant aux conditions dans lesquelles devait être créé ce nouvel institut d'émission on doit remarquer un parfait accord quant à la nécessité de procéder sans tarder à cette réalisation.

C'est M. DENIZET dans son ouvrage sur les banques coloniales qui écrit (2) :

1. *J. O.* Documents parlementaires. Chambre, annexe n° 931, séance du 20 décembre 1924.

2. *Op. cit.*, pp. 237 et suiv.

« De l'autre côté de l'Afrique, Madagascar aurait
« grand besoin d'une banque d'émission. Les Mal-
« gaches sont pressurés par les usuriers hindous et
« les colons français ne peuvent trouver d'argent
« qu'aux succursales insuffisantes du Comptoir d'Es-
« compte.

« En 1886 le gouvernement hova faillit concéder
« à une société anglaise la création d'une banque
« d'Etat en reconnaissance d'un emprunt de 20 mil-
« lions dont il avait besoin ; M. le Myre de Vilers
« alors Résident général de France à Tananarive
« protesta : l'emprunt fut fait au Comptoir d'Es-
« compte mais le projet de banque fut abandonné.
« Si Madagascar appartenait à un peuple anglo-
« saxon, elle aurait déjà plusieurs banques d'émis-
« sion et les 90.000 habitants de Tananarive se
« serviraient de billets de banque. La future Banque
« de Madagascar aurait naturellement aussi pri-
« vilège sur Mayotte et Nossi-Bé qui dépendent
« actuellement de la banque de l'Indo-Chine.

« Celle-ci qui n'y a établi aucun comptoir pourrait
« par compensation voir étendre son privilège à la
« côte des Somalis, ce qui vaudrait mieux pour elle.
« Djibouti a pris en quelques années un prodigieux
« développement qui augmentera encore quand le
« chemin de fer de Harrar en aura fait le seul port
« et l'entrepôt de l'Abyssinie ».

C'est encore M. TRUITARD qui dans son ouvrage
Madagascar et les intérêts français écrit (1) :

1. *Op. cit.*, pp. 254 et suiv.

« Voilà donc le système monétaire tel qu'il a
« existé à Madagascar et tel qu'il se trouve réglé
« depuis notre occupation. Grâce aux mesures prises
« par l'administration, la crise monétaire dont a jus-
« qu'à présent souffert la grande île est aujourd'hui
« atténuée mais il est certain qu'il faudrait diminuer
« la circulation de la monnaie métallique par l'em-
« ploi du billet de banque. Il faut donc de toute
« nécessité créer un établissement qui aura le pri-
« vilège d'émission...

« ... à ce premier argument qui milite la faveur
« de la création d'une banque privilégiée il s'en
« ajoute un autre : le Crédit tel qu'il fonctionne
« actuellement ne suffit plus... »

Et M. Truitard qui évidemment se laissait empor-
ter par son sujet écrivait en 1912 :

« Le gouvernement de l'île depuis longtemps a
« cette idée en vue et l'établissement d'une banque
« privilégiée *va être réalisé d'un moment à l'autre !* »

Hélas ! le moment n'est venu qu'à la fin de l'année
1925 soit quelques treize ans plus tard.

Nous pourrions dans ce sens multiplier les cita-
tions.

Mais tous ces auteurs ne connaissaient pas la gra-
vité et l'importance des difficultés que le gouverne-
ment rencontrait de tous côtés dès qu'il était question
de réaliser enfin ce projet depuis si longtemps en sus-
pens.

Il est très instructif à ce sujet de se reporter aux
courageuses déclarations faites par M. DALADIER,

ancien ministre des Colonies lors de la discussion devant la chambre dans la séance du 9 juillet 1925 (1) du projet de loi « portant création d'une banque à Madagascar ».

« Vous me permettez de rappeler cependant qu'il
« faut de toute nécessité résoudre un triple problème :
« d'abord le problème de la circulation puisque la
« Banque de France à plusieurs reprises a fait con-
« naître son intention de ne plus ravitailler la grande
« île en billets, puisque d'autre part tous les corps
« constitués de Madagascar et le gouverneur général
« ont signalé à différentes reprises que la médiocrité
« des moyens monétaires mis à la disposition de
« cette colonie déterminait à chaque époque de ré-
« colte des crises économiques et financières graves
« se traduisant par de nombreuses faillites et qui
« pourraient avoir un jour ou l'autre une grave réper-
« cussion politique et sociale.

« Nous avons aussi à résoudre le problème du
« Crédit commercial...

« Enfin s'il est de toute nécessité de régulariser
« le Crédit commercial que dire de la nécessité plus
« impérieuse encore d'organiser le crédit agricole dans
« cette colonie ?...

« C'est pour ces raisons que depuis vingt ans, il
« est question de la création d'une banque d'émis-
« sion à Madagascar : que depuis vingt ans, dans
« les archives du ministère des Colonies et dans celles

1. Débats parlementaires de la chambre, *op. cit.*

« du ministère des Finances des projets plus ingénieux les uns que les autres ont été accumulés.

« Mais jamais ces études n'ont abouti, jamais ces projets n'ont vu si je puis dire le feu de la discussion publique.

« Vous en savez la raison principale ; il est inutile d'y insister : à la veille du jour où un projet allait aboutir, les rivalités des établissements financiers concurrents ont toujours empêché de se réaliser pleinement l'œuvre nécessaire à la vie de Madagascar, des autres colonies et de la métropole elle-même. »

Et encore :

« Je n'aurais pas complètement accompli ma tâche de ministre si je m'étais borné à donner la préférence légitime à ceux qui avaient présenté les conditions les meilleures. J'ai fait un effort de conciliation.

« Laissez-moi vous dire que de toutes les difficultés que j'ai rencontrées pour la création de cette banque, celles qui se sont élevées sur ma route lorsque j'ai voulu concilier les rivaux ont été de beaucoup les plus redoutables et les plus délicates.

« En effet, il serait très simple de concilier des rivaux en ce domaine, il serait très simple — et ce serait peut-être regrettable pour les intérêts de l'Etat — de voir se constituer entre tous ces établissements financiers un front unique ; mais je crois contrairement à ce que l'on affirme quelquefois que cela ne se produira jamais, car moi, qui

« ignorais tout de la banque et des banquiers, si
« je rapporte de mon passage au pouvoir une con-
« viction profonde c'est que les banquiers sont beau-
« coup moins des hommes d'affaires que des poètes
« ou des artistes, race particulièrement irritable et
« fort difficile à manier ».

Telles étaient les difficultés d'ordre évidemment très complexe que le gouvernement rencontrait pour faire aboutir le projet.

Ce qu'il est curieux de constater c'est que ce que n'avaient pu faire tous les raisonnements les plus persuasifs, tous les discours, toutes les études, fut en fait réalisé très simplement sous la pression des circonstances exceptionnelles dans lesquelles se trouva notre institut national d'émission la Banque de France au cours des années 1920 à 1925.

La préoccupation qui au fond a décidé du vote de la loi est clairement exprimée tant dans les explications fournies au parlement par M. DALADIER que par le texte des différents rapports des commissions des colonies ou des finances de la Chambre et du Sénat.

Il est intéressant de se reporter à ce sujet aux indications fournies par M. Henri Michel député dans le rapport par lui présenté au nom de la Commission des colonies à la séance de la Chambre du 30 juin 1925 (1).

« Pour satisfaire aux besoins d'une circulation nor-

1. Session ord. 2 séance du 30 juin 1925. annexe n° 1814, Documents parlementaires. Chambre.

« malement adaptée aux transactions et à la popula-
« tion actuelle, il n'est pas exagéré d'estimer à 50 fr.
« par tête le stock nécessaire soit environ 150 millions
« de francs, et si l'on songe aux possibilités de l'ac-
« croissement de l'activité économique qui peut être
« rapide, c'est vers une masse de 200 millions que
« doivent tendre nos estimations.

« La question qui se pose est de savoir si la mé-
« tropole est apte à alimenter ces besoins par l'inter-
« médiaire de son institut d'émission la Banque de
« France.

« Nous savons que jusqu'à ce qu'elle y ait été
« contrainte par les événements elle a toujours résisté
« à l'évasion de ses coupures fiduciaires vers Mada-
« gascar. Aujourd'hui plus qu'hier la situation exige
« une attitude de restriction. Un dernier envoi indis-
« pensable du fait de la hausse des prix pour finan-
« cer la campagne d'exportation en cours a bien été
« autorisé récemment par M. le ministre des Fi-
« nances, mais les bilans de la Banque de France
« qui accusent que la limite supérieure de la circu-
« lation fixée par le législateur est toujours près
« d'être atteinte, qu'elle n'est respectée qu'au prix
« de mesures rigoureuses frappant nos besoins inté-
« rieurs lui interdisent désormais toute libéralité
« envers notre colonie de l'Océan Indien.

« Aussi bien une solution plus radicale s'impose
« à sa vigilance : celle de rapatrier dans le plus bref
« délai possible les billets qui, au détriment des
« nécessités métropolitaines circulent à Madagascar.

« Et cette solution n'est rendue possible que par
« leur remplacement par des billets locaux dont la
« création correspondra ainsi d'une façon heureuse
« aussi bien à l'intérêt national qu'à l'intérêt colo-
« nial. »

Cette idée était d'ailleurs reprise le 9 juillet 1925 à la tribune de la Chambre par M. DALADIER qui déclarait :

« Il est un second point sur lequel j'appelle tout
« spécialement votre attention. Si M. le ministre
« des Finances est représenté à mes côtés, s'il de-
« mande avec moi que soit voté le projet, c'est que
« non seulement ce projet est nécessaire pour l'île,
« mais qu'il présente un intérêt relativement consi-
« dérable pour le Trésor. La banque une fois consti-
« tuée nous allons faire rentrer en France de 150 à
« 200 millions de billets de banque ce qui n'est pas
« négligeable à l'heure présente. »

Ainsi donc ce que n'avaient pu obtenir les légitimes réclamations des commerçants, des industriels ou des colons installés dans la grande île, ce projet que depuis plus de 20 ans tous les auteurs, tous les groupements officiels ou économiques ne cessaient d'appuyer, put enfin être réalisé vers la fin de l'année 1925 grâce aux circonstances exceptionnelles dans lesquelles se débattait le pays à cette époque.

Tous les rapports présentés au parlement s'appuyaient pour démontrer la nécessité de créer rapidement un institut d'émission à Madagascar sur deux grandes idées.

La première, celle qui fait toucher du doigt l'urgence de la réalisation du projet tient au resserrement de la circulation monétaire à Madagascar, resserrement qui était de nature à nuire gravement à la vie économique de la colonie.

La deuxième tient à la préoccupation dominante de faire rentrer dans la circulation de la métropole 150 à 200.000.000 de billets de la Banque de France ce qui évidemment présentait un intérêt certain et immédiat à une époque où les besoins de l'Etat, ceux du commerce et de l'industrie menaçaient à tout instant de faire « crever le plafond » de l'émission de la Banque de France.

L'idée qui ne vient qu'accessoirement dans les discussions parlementaires mais qui pourtant paraissait essentielle pour les commerçants et industriels de l'île c'est celle qui a trait à la nécessité d'organiser dans l'île le crédit commercial et le crédit agricole.

Nous reviendrons plus loin sur cette question mais il nous a paru curieux de montrer par une analyse très rapide des documents parlementaires que les difficultés formidables dans lesquelles nous a laissés l'effroyable guerre de 1914-1918 auront eu au moins pour heureux résultat de décider malgré toutes les compétitions et toutes les résistances, la création à Madagascar d'un institut d'émission que réclamaient sans succès les besoins de la colonie depuis plus de 20 ans.

Après une discussion assez rapide au Sénat dans

la séance du 10 décembre 1925, le projet de loi qui comme le disait le rapporteur M Albert Lebrun « avait derrière lui un long passé d'histoire » (1) était enfin adopté et définitivement consacré par la loi du 22 décembre 1925 ainsi que par les deux conventions passées avec la Banque de Paris et des Pays-Bas l'une par le ministre des Colonies, l'autre par le ministre des Finances.

Ainsi fut créée la dernière née des banques de Madagascar et la plus importante d'ailleurs puisqu'elle était dotée dès sa naissance de ce merveilleux avantage qu'on appelle le privilège de l'émission.

Tels sont les quatre établissements financiers qui se partagent l'activité bancaire à Madagascar.

Dans l'ordre chronologique de leur installation dans la colonie :

- 1^o Le Comptoir national d'Escompte de Paris.
- 2^o La Compagnie de l'Océan Indien.
- 3^o Le Crédit foncier de Madagascar.
- 4^o La Banque de Madagascar.

Mais après avoir examiné rapidement l'historique de leur installation à Madagascar nous avons à étudier maintenant la nature des opérations traitées par chacune d'elles.

C'est ce qui va faire l'objet du deuxième chapitre de notre étude.

1. *J. O. Documents parlementaires. Sénat. Séance du 10 décembre 1925, p. 1709.*

DEUXIÈME PARTIE

L'ACTIVITÉ BANCAIRE A MADAGASCAR

OPÉRATIONS TRAITÉES PAR CHACUNE DES QUATRE
BANQUES DE LA COLONIE

CHAPITRE PREMIER

LES TROIS PREMIÈRES BANQUES

SECTION I

Le comptoir national d'escompte.

L'activité du Comptoir d'Escompte le premier installé à Madagascar commença nous l'avons vu par un prêt de 15 millions au gouvernement malgache.

Bientôt les diverses succursales ouvertes dans l'île purent se livrer aux opérations de banques habituelles.

M. Charles MARTIN classait déjà dans son rapport de 1911 (1) les opérations traitées par le Comptoir d'Escompte, en trois groupes :

- 1^o Opérations résultant des importations dans l'île.
- 2^o Opérations locales.
- 3^o Opérations alimentées par les exportations.

1. *Op. cit.*

I

Dans le premier groupe nous rencontrons surtout l'escompte de papier sur Madagascar.

Les fournisseurs de la métropole tirent traites sur leurs acheteurs de la colonie dès que la marchandise est expédiée mais ces traites ne peuvent être qu'à échéances assez lointaines car le transport est extrêmement long.

Un voyageur met par l'un des paquebots les plus rapides de la Compagnie havraise péninsulaire ou des Messageries maritimes environ 28 à 30 jours pour se rendre de Marseille à Tamatave : on juge donc facilement du temps que mettent parfois les marchandises pour faire ce même parcours et l'on comprend tout l'intérêt de l'intervention de la banque pour les commerçants de la métropole qui traitent dans la colonie.

Il est curieux toutefois de signaler à ce sujet une pratique locale concernant le recouvrement des effets sur Madagascar.

D'une manière générale, il est fort difficile d'obtenir l'acceptation ou le paiement d'un effet avant que les marchandises qui s'y rapportent soient arrivées au moins au port de débarquement et lorsqu'il s'agit de marchandises chargées au Havre ou à Bordeaux un délai de plusieurs semaines s'écoule généralement entre la réception de la traite et la date d'arrivée des marchandises. Les tirés, se basant sur

un usage établi dans la colonie considérèrent que l'échéance est fixée sur la date *d'arrivée des marchandises* et non par la date d'arrivée des effets. Il en résulte que les traites stipulées « à vue » ou à « un jour de vue » sont interprétées par eux « à vue » ou à « un jour de vue » *des marchandises*, et les tirés préférèrent le plus souvent refuser les traites et les marchandises plutôt que d'accepter ou de payer « à vue » seulement des documents.

Il en est de même pour les intérêts de retard, lorsque les tireurs ou porteurs prescrivent d'en percevoir pour les effets qu'ils remettent à l'encaissement : d'après l'usage, le point de départ des intérêts est déterminé par la date d'arrivée des marchandises et non par la date de la présentation des traites.

La conséquence immédiate qui se dégage de cet état de choses c'est que pour les effets à échéance fixe qui seront payables avant que les marchandises soient parvenues à destination, les comptoirs pourront à défaut de stipulation contraire, avoir à faire dresser des protêts faute d'acceptation ou faute de paiement, alors que les tirés auraient été disposés à accepter et à payer à l'arrivée des marchandises.

Il semble y avoir intérêt pour la clientèle exportatrice à ce que l'échéance des effets qu'ils remettent sur Madagascar soit calculée en tenant compte de cette éventualité, ou que les effets soient libellés « sans frais » ou « sans protêt ».

En ce qui concerne plus spécialement les effets « à vue » ou avec « délai de vue » pris à l'escompte

les banques ont l'habitude de réclamer aux cédants européens les intérêts courus dans l'intervalle de l'échéance normale (fixée par la première présentation de la traite) à l'échéance effective (déterminée par l'arrivée des marchandises) lorsque les tirés refusent d'en acquitter le montant.

Dans un deuxième groupe nous trouvons les opérations locales elles-mêmes divisées en trois sections :

a) *Comptes de dépôts.* — Comptes qui peuvent être ouverts « à vue » ou à « échéances fixes » avec un intérêt variable servi aux déposants.

A ce sujet il est intéressant de signaler que l'indigène lui-même vient de plus en plus et avec une assez grande facilité à l'emploi du chèque et du compte en banque.

D'abord méfiant et s'inquiétant de revenir souvent voir le banquier pour l'éprouver et constater qu'il peut à tout moment retirer le dépôt qu'il lui a confié, l'indigène entre vite en confiance et se familiarise assez rapidement avec ces opérations de banque.

Déjà de nombreux indigènes occupent dans le commerce de Madagascar des situations importantes et s'adaptent très facilement aux circonstances actuelles.

Peut-être même sera-t-il plus facile de faire comprendre les secrets de nos opérations commerciales les plus compliquées à des indigènes dont l'esprit encore inculte est du moins libre de toute idée préconçue qu'à certains paysans de notre France imbus de préjugés, de routines et de traditions aux-

quels ils ne consentent pas facilement à renoncer.

b) *Escompte local*. — Le papier présenté à l'escompte dans la colonie est tiré soit par des Européens sur d'autres Européens, soit par les Européens sur des asiatiques ou même sur des indigènes.

En principe les Européens traitent encore actuellement peu d'affaires directes avec les indigènes. En général les asiatiques et surtout les Indiens servent d'intermédiaires.

Quelquefois on voit présenter à l'escompte du papier tiré par des asiatiques sur d'autres asiatiques. Ce papier doit être pris avec certaines précautions car l'exemple de quelques faillites assez importantes a démontré de quelle prudence il fallait faire preuve et quelle connaissance il fallait avoir des personnalités tireurs ou tirés pour discerner le bon papier du mauvais.

c) *Avances diverses*. — Se divisant en : avances sur marchandises ; avances sur délégations des fournisseurs de la colonie ; avances à découvert aux prospecteurs et aux colons.

A Madagascar les banques avancent chaque année des sommes considérables sur des marchandises qui sont tout naturellement centralisées au port d'embarquement et momentanément déposées dans des magasins, appartenant le plus souvent aux banques elles-mêmes.

A Tamatave le Comptoir d'Escompte a constitué une société spéciale (les Magasins généraux) et con-

sent des avances sur les warrants délivrés par ces magasins.

Les banques ouvrent également des crédits garantis par des délégations de paiements à recevoir du gouvernement de la colonie ou des municipalités.

Ce genre d'opérations contribue directement à l'amélioration de l'outillage économique de la colonie en facilitant des entreprises d'intérêt général (construction d'usines électriques, marchés couverts, hospices, écoles, etc.).

Ces banques consentent enfin certaines avances à découvert à des colons ou à des prospecteurs mais il est évident que ces opérations forcément aléatoires ne sont traitées que d'une façon exceptionnelle et dans le cas seulement où le banquier connaît particulièrement bien et a pu apprécier antérieurement la valeur personnelle du bénéficiaire de l'avance.

Enfin dans le troisième groupe nous trouvons les opérations alimentées par les affaires d'exportation.

Escompte de traites documentaires.

Ouverture de crédits confirmés.

M. GAYET donne à ce sujet une explication très claire des ouvertures de crédit confirmé ou non (1).

« Lorsqu'un commerçant de l'extérieur a réalisé
« un achat de marchandises, il se fait ouvrir à Ma-
« dagascar par son banquier un crédit libre ou con-
« firmé. Dans le premier cas le banquier local est

1. *Op. cit.*, p. 174.

« avisé de l'ouverture de crédit à titre de renseigne-
« ment et sans fixation précise de la valeur du marché :
« en cas de crédit confirmé, la banque ouvre un
« crédit fixe dont elle se porte garant et qui ne peut
« être modifié, sans le consentement du vendeur.
« Ces crédits ouverts la banque payera au vendeur
« sur traite à vue ou à 30 jours de vue, la valeur
« des marchandises *Fob* (rendues à bord du navire
« au départ) ou *Caf* (rendues au port d'arrivée) dès
« leur embarquement : elle reçoit à ce moment les
« connaissements et la facture et les fait parvenir
« à l'acheteur métropolitain qui avisé par elle retire
« les marchandises au port d'arrivée. Ainsi l'accep-
« tation du tiré est fournie en quelque sorte d'avance
« et la banque se substitue à l'acheteur trop éloigné
« pour effectuer le paiement au vendeur ».

L'escompte des traites, documentaires prend chaque jour plus d'importance.

Il y a là en effet pour le banquier une garantie sérieuse qui lui est donnée par l'existence des documents d'expédition joints à la traite et qui lui permet d'obtenir paiement de l'effet du tiré contre remise des documents.

Le tiré à son tour exige la livraison des marchandises dès leur arrivée à destination en produisant les documents d'expédition qui lui ont été remis par la banque avec la traite qu'il a payée.

Telles étaient selon M. Martin les principales opérations traitées par le Comptoir d'Escompte en 1911

et tels sont encore les éléments essentiels de l'activité des agences installées dans l'île.

Nous n'avons pas pu nous procurer des renseignements précis sur l'importance du chiffre des affaires traitées par le Comptoir.

Il y a là évidemment des renseignements qui intéressent le secret des affaires et nous comprenons très bien que la grande banque de la rue Bergère se montre un peu avare de précisions comptables.

Il aurait été cependant intéressant de suivre par les variations des chiffres réalisés, l'importance des affaires traitées car nous aurions trouvé là des indications précieuses concernant l'activité économique de la colonie.

On a accusé le Comptoir d'avoir réalisé à Madagascar des bénéfices considérables à l'époque où, seule banque installée dans l'île, il fixait évidemment un peu à sa guise le taux de l'escompte.

Ce taux qui, il faut bien le reconnaître, a atteint quelquefois 18 % et qui jusqu'à l'installation de la Banque de Madagascar atteignait couramment 12 % était évidemment rémunérateur pour le banquier.

Sans vouloir nous associer aux accusations ainsi portées contre le Comptoir nous devons dire seulement que dans ce domaine comme dans tous les autres la concurrence a l'heureux effet de faire baisser d'une façon générale l'importance des sacrifices consentis par les commerçants et les industriels.

Nous ne pouvons donc que nous féliciter de voir aujourd'hui à côté du Comptoir d'Escompte d'autres

établissements de crédit mettre leurs disponibilités au service du commerce de Madagascar.

Le Comptoir d'Escompte s'occupe encore de diverses opérations bancaires telles que : recouvrements sur l'étranger, avances sur titres, garde de titres, paiement de coupons, lettres de crédit pour voyages, ordres de bourse, achat et vente de monnaies étrangères, etc., toutes opérations de banque généralement traitées dans la métropole.

Avec son capital très important (250 millions de francs entièrement versés) avec surtout le nombre très élevé de ses succursales et agences (395 agences installées dans toutes les principales villes maritimes du monde), correspondant officiel des Banques de l'Algérie, de l'Indochine, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion, de l'Afrique occidentale, le grand établissement parisien de la rue Bergère constitue un puissant organisme qui peut être d'une très grande utilité pour les commerçants de Madagascar.

Il pêche peut-être un peu par l'excès de ses qualités.

Sa puissante organisation et la rigueur de ses statuts ne lui permettent pas toujours de faire preuve d'assez de souplesse pour s'adapter à toutes les circonstances.

Il y avait certainement place dans la colonie pour des banques moins administratives, plus proches de leur clientèle, plus actives et plus souples ; c'est ce qu'ont admirablement compris les grandes compagnies de navigation qui s'intéressaient à l'Océan

Indien, les Messageries Maritimes et la Compagnie Havaise Péninsulaire.

SECTION II

Compagnie de l'Océan Indien.

Ce jeune et déjà puissant établissement de crédit fait à Madagascar comme le Comptoir d'Escompte toutes les opérations de banque en général.

Nous avons déjà eu l'occasion d'esquisser à grands traits l'essentiel de ces opérations dans la colonie : (Escompte et recouvrements, ordre de paiements par câble et par poste, vente de traites, escompte de traites documentaires, de France sur Madagascar et de Madagascar sur France, avances sur marchandises, comptes de chèques et compte-courants.)

Ses premières opérations consistaient en transferts de fonds par voie télégraphique ou par poste, l'encaissement des effets libres ou documentaires de France sur Madagascar ou *vice-versa*.

La Compagnie de l'Océan Indien avançait ensuite des fonds sur des marchandises destinées à être réalisées en France. Ces marchandises étaient déposées dans les magasins de la Compagnie de l'Océan Indien jusqu'à leur expédition : les documents étant remis à la banque avec les ordres de ventes. Le tout était ensuite transmis au siège qui faisait opérer la vente par un courtier (surtout M. Grosos au Havre) et le produit net de la vente était transféré à l'agence qui régularisait.

Par la suite ces opérations furent transformées, l'avance étant immédiatement régularisée par une traite documentaire escomptée.

A ce moment correspondant à l'année 1923-1924 les opérations générales bancaires se développèrent.

Des comptes courants à vue et des comptes de dépôts à terme importants furent ouverts dans toutes les succursales.

Les agences ouvrirent la branche escompte local qui prit par la suite une importance considérable.

La branche avances se développa également d'une façon très importante.

La Compagnie de l'Océan Indien traite des avances sur nantissement (marchandises en magasin) quelques avances sur hypothèques (opérations très réduites) quelques avances sur marchés mais surtout des avances sur traites documentaires traitées le plus souvent par voie d'ouvertures de crédits.

Ces dernières opérations constituent encore actuellement une des branches les plus importantes de l'exploitation de la Compagnie de l'Océan Indien.

Cette banque ne fait pas de prêt sur récoltés mais facilite cependant l'agriculture en consentant des crédits à découvert variant d'importance avec les colons et les maisons intéressées.

Ces crédits ouverts pour la campagne sont ensuite régularisés par des traites documentaires tirées sur France au moment de l'expédition de la récolte.

Quelques chiffres qui nous ont été obligeamment communiqués suffisent à donner une idée de l'augmen-

tation considérable des affaires traitées par cette jeune banque à laquelle le plus bel avenir semble assuré.

Le tableau comparatif ci-après du mouvement des principaux chapitres de l'activité de la Compagnie de l'Océan Indien de 1919 à 1927 suffit à lui seul à établir de façon évidente la progression des affaires et la prospérité de la banque de la rue de Chateaudun.

Il faut faire une mention toute spéciale d'un genre d'affaires traitées par la Compagnie de l'Océan Indien mais inconnues au Comptoir d'Escompte.

Il s'agit de la représentation par la Compagnie de l'Océan Indien de la Compagnie Havraise Péninsulaire dans tous les ports où cette dernière société possède des agences.

Le but de cette représentation se conçoit aisément : il s'agit de trouver pour la Compagnie maritime le plus de frêt possible, de veiller au chargement et au déchargement des navires, de faire face en même temps à toutes les questions financières qui peuvent se présenter.

Le rapprochement de ces opérations avec les opérations purement bancaires dont elles ont été souvent la cause déterminante, a contribué pour une bonne part au développement général de la banque.

La banque y trouve d'ailleurs un intérêt immédiat, le total des commissions qui lui sont allouées augmentant directement avec le frêt.

Mouvement des Comptes courants.

1919-20	1920-21	1921-22	1922-23	1923-24	1924-25	1925-26	1926-27
— 4.475	29.500.000	67.000.000	78.190.000	158.670.000	261.900.000	349.670.000	458.000.000

Mouvement comptes Dépôts.

416.600	7.800.000	7.900.000	5.280.000	7.000.000	40.400.000	29.600.000	61.200.000
---------	-----------	-----------	-----------	-----------	------------	------------	------------

Avances sur Traités documentaires.

950.000	4.790.000	8.400.000	12.200.000	29.600.000	56.000.000	64.840.000	98.940.000
---------	-----------	-----------	------------	------------	------------	------------	------------

Portefeuille Escompte.

406.000	7.700.000	13.600.000	21.400.000	30.200.000	59.700.000	60.800.000	114.400.000
---------	-----------	------------	------------	------------	------------	------------	-------------

Portefeuille Encaissement et documentaire.

4.010.000	6.600.000	13.190.000	22.000.000	80.000.000	104.000.000	125.000.000	146.100.000
-----------	-----------	------------	------------	------------	-------------	-------------	-------------

Actuellement la liaison entre la Compagnie de l'Océan Indien et la Compagnie Havraise Péninsulaire, sociétés rigoureusement distinctes tant par leurs personnalités morales absolument indépendantes que par leur direction et exploitation reste cependant toujours étroite.

Ces excellentes relations d'affaires entre ces deux sociétés font penser que l'avenir verra s'accroître encore l'heureux développement qui ressort à l'évidence de chaque bilan publié par la Compagnie de l'Océan Indien (1).

SECTION III

Crédit foncier de Madagascar.

L'établissement de la rue Pasquier se livre généralement aux mêmes opérations bancaires que le Comptoir d'Escompte et la Compagnie de l'Océan Indien bien que dans son principe il ait été constitué

1. Au moment même où nous terminions la rédaction de cette étude, nous avons pu nous procurer le rapport du conseil d'administration de cette société à l'assemblée générale ordinaire du 21 décembre 1927.

Les bénéfices nets réalisés par la compagnie de l'Océan Indien au cours de l'exercice 1926-1927 sont supérieurs de 1.209.281,20 à ceux de l'année précédente, et le conseil faisant preuve d'ailleurs de la plus grande prudence propose à l'assemblée de doter la réserve d'une somme de 1.500.000 au lieu de 1.000.000 l'année précédente.

Le dividende réparti aux actionnaires est maintenu à 9 %. Ces résultats sont d'autant plus satisfaisants que la banque a été très éprouvée par le cyclone qui courant mars 1927 a ravagé toute la région de Tamatave et par une récolte de riz très déficitaire.

pour se consacrer à un genre d'opérations un peu particulier : les placements hypothécaires.

L'article 3 de ses statuts définit ainsi son objet :

« La société a pour objet à Madagascar et dépendances :

« 1° De prêter sur hypothèque aux propriétaires
« d'immeubles urbains et ruraux des sommes remboursables soit à long terme, par annuités, soit
« à court terme, avec ou sans amortissement ;

« 2° De prêter, avec ou sans hypothèque, aux
« communes organisées par arrêtés du gouverneur
« général, aux collectivités administratives habilitées
« à emprunter, aux établissements publics et aux
« personnes morales, d'acheter, négocier, émettre en
« tous lieux sous sa garantie, les obligations qui
« pourraient être créées par lesdites communes ou
« les associations syndicales ;

« 3° D'acquérir ou de faire acquérir, par voie de
« cession ou autrement, et de rembourser, avec ou
« sans subrogation, des créances privilégiées ou hypothécaires et des créances communales ;

« 4° De prêter avec hypothèque, aux particuliers
« et aux associations syndicales, propriétaires ou
« simples concessionnaires d'immeubles, soit à long
« terme, soit à court terme, avec ou sans amortissement, par obligations simples ou sous forme d'ouverture de crédit, des sommes à employer pour
« l'amélioration du sol, les défrichements et la construction de bâtiments urbains et ruraux.

« 5° De prêter sur récoltes pendantes et de faire

« des avances aux négociants et producteurs ;
« 6° D'établir des magasins généraux. »

Mais les articles suivants (art. 4 et 5) élargissent considérablement cet objet et permettent au Crédit foncier de Madagascar de faire toutes opérations bancaires telles qu'escompte, comptes de dépôts ou comptes courants, etc.

En fait le Crédit foncier de Madagascar après avoir tenté de se consacrer plus particulièrement à des opérations sur immeubles a dû peu à peu y renoncer pour ne traiter que des opérations purement bancaires.

Il faut en effet signaler que dès le début le Crédit foncier de Madagascar a eu à souffrir des difficultés tenant aux immobilisations.

Cette situation était d'autant plus grave à Madagascar qu'en l'absence d'un institut d'émission particulier à l'île il était impossible d'avoir recours aux facilités du réescompte : dans ces conditions la banque qui avait une grande partie de son actif investi dans des immobilisations ou des placements à long terme pouvait se trouver momentanément très gênée pour faire face à ses exigibilités.

C'est dans des circonstances comme celles-là que le banquier apprécie, toute la profonde vérité des principes vigoureusement mis en lumière par M. le professeur Courcelle Seneuil (1) qui déclare que :

« Tout le commerce de la banque est fondé sur

1. Cf. Bibliographie, *Les opérations de banque.*

« l'exécution exacte et précise des engagements pris » et insiste sur l'importance essentielle des « rapports « nécessaires qui existent entre les caractères des « dépôts et la nature des placements ».

Nous aurons à revenir sur cette idée en examinant quel rôle essentiel doit avoir la Banque de Madagascar dans l'évolution de la colonie mais dès à présent nous tenons à reproduire ici les termes dans lesquels le Conseil d'administration du Crédit foncier de Madagascar saluait dans son rapport à l'assemblée générale du 2 juillet 1927 l'apparition de la Banque de Madagascar :

« Dans le domaine financier, l'année 1926 a été « marquée par l'entrée en fonctionnement de la « Banque de Madagascar qui ouvrait ses guichets à « la colonie dès la fin du premier semestre : les « heureux effets que nous en attendions ne se sont « point fait attendre, et l'avènement de l'institut « d'émission a apporté la solution du problème du « ravitaillement en numéraire et l'établissement d'un « régime monétaire adéquat aux besoins de l'île ».

Cette situation dont a eu à souffrir jusqu'à ce jour le Crédit foncier de Madagascar paraît d'autant plus regrettable que Madagascar présente aux opérations hypothécaires un terrain plus favorable même que la métropole.

Les décrets des 4 février 1911 et 5 mai 1916 ont en effet organisé l'immatriculation des terrains suivant le système de l'Act. Torrens, système adopté d'ailleurs par toutes nos grandes colonies qui offre

au point de vue des placements hypothécaires toutes garanties désirables.

Les Malgaches qui ont gagné beaucoup d'argent pendant la guerre aiment à se rendre propriétaires d'immeubles urbains.

Les Européens ne cessent de perfectionner et de développer leurs habitations.

Il y a à Madagascar une vraie « manie de la brique » et la transformation constante d'une ville comme Tananarive en est une manifestation éclatante.

Il est donc certain que le Crédit foncier de Madagascar doit trouver dans notre grande possession de l'Océan Indien un magnifique domaine où son activité doit librement s'exercer dans le sens qui constitue plus particulièrement l'objet pour lequel a été créé cet établissement de crédit.

Grâce à la création d'un institut d'émission particulier à Madagascar et à la possibilité pour lui de se créer par voie de réescompte de nouvelles disponibilités en cas de besoin, le Crédit foncier de Madagascar doit normalement pouvoir envisager la reprise de placements à long terme, qui jusqu'à ce jour avaient été considérés comme impossibles à Madagascar.

CHAPITRE II

LA BANQUE DE MADAGASCAR

Tels sont succinctement exposées les diverses opérations traitées par les trois plus anciennes banques de Madagascar. Mais nous aurions fait œuvre tout à fait incomplète, si nous ne fournissions quelques précisions sur la nature toute particulière des opérations traitées par la plus jeune mais aussi la plus importante des banques de la grande île : la Banque de Madagascar.

Ces précisions nous les trouverons d'abord dans la loi du 22 décembre 1925 qui a décidé la création de cette banque et les travaux parlementaires qui l'ont précédée, dans les deux conventions annexes passées entre le gouvernement français et la Banque de Paris et des Pays-Bas, et dans les statuts de la banque.

SECTION I

Opérations faites par la Banque et avantages concédés.

PRIVILÈGE DE L'ÉMISSION.

L'article premier de ces statuts précise : « qu'il
« est formé entre les souscripteurs et propriétaires

« des actions ci-après et de celles qui pourraient être
« créées par la suite, une société anonyme ayant
« pour objet l'émission de billets de banque et toutes
« opérations d'escompte, de prêt ; de circulation et
« de dépôts prévues par les présents statuts ».

L'article 14 stipule que :

« La banque ne peut en aucun cas et sous aucun
« prétexte faire d'autres opérations que celles qui
« lui sont permises par les présents statuts ».

Mais l'article 15 qui suit, s'empresse de permettre à la nouvelle banque un grand nombre d'opérations.

La plus importante consiste tout d'abord à :

« Emettre à Madagascar des billets au porteur
« et à vue... ces billets bénéficieront du cours forcé
« aussi longtemps que les billets de la Banque de
« France en bénéficieront eux-mêmes. Ils ne seront
« donc pas pendant cette période remboursables en
« numéraire et aussi longtemps que durera la con-
« vention de compte-courant passée entre la Banque
« et le Trésor, pourront être échangés aux guichets
« de la banque contre un transfert sur France rem-
« boursable en billets de la Banque de France au
« pair « ». La banque émet des billets de 1.000 fr.,
« 500 francs, 100 francs, 50 francs, 20 francs, 10 francs
« et 5 francs. »

La loi du 22 décembre 1925 dans son article premier concède en effet à la Banque de Madagascar à l'exclusion de tout autre établissement pour une durée de vingt ans le privilège de l'émission de billets rem-

boursables à vue et au porteur dans la colonie de Madagascar et ses dépendances.

L'article 3 de cette loi exige d'ailleurs la constitution d'une encaisse égale au $\frac{1}{3}$ du montant des billets en circulation. Cette encaisse ne pouvant évidemment surtout dans les circonstances actuelles être exigée totalement sous la forme métallique il est entendu qu'elle consistera soit en or sur la base de la dépréciation monétaire du franc, soit en monnaies métalliques ayant force libératoire en France, soit en dépôts à vue de devises étrangères convertibles en or comptées au taux de parité, soit en un crédit dans un compte spécial au Trésor sans intérêt.

Ainsi se trouvait consacré pour cette nouvelle banque de Madagascar le « principe tutélaire » de la règle de l'encaisse métallique du tiers avec toutefois un tempérament qui existait déjà d'ailleurs pour les autres banques coloniales.

A cet égard la situation dans nos colonies était en effet la suivante en décembre 1925.

Dès le début de la guerre la nécessité s'était fait sentir d'établir le cours forcé des billets en circulation.

En même temps les dispositions suivantes avaient été prises :

1° Par décret du 4 août 1914 les gouverneurs généraux de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale française avaient été autorisés à statuer sur la limite à assigner à l'émission des billets des banques privilégiées.

Ce décret était toujours en vigueur en Indochine où cependant la proportion entre la circulation fiduciaire et l'encaisse métallique était à fin 1925 très voisine de la proportion statutaire du tiers.

En Afrique occidentale le décret du 4 août 1914 avait été abrogé par un décret du 4 mars 1920 qui revenait à la règle du tiers, en substituant toutefois à « l'encaisse métallique » une encaisse de garantie, constituée à la fois par les réserves métalliques de la banque et par un dépôt au trésor à Paris de valeurs ne portant pas intérêt (billets de la Banque de France).

2° Par décret du 22 août 1914 ratifié par la loi du 12 juillet 1919 les gouverneurs de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion avaient été autorisés également à statuer :

Sur la limite à assigner à l'émission des billets,

Sur la proportion à maintenir entre le chiffre des émissions et l'encaisse métallique.

La garantie de la circulation n'était donc pas uniquement constituée par les encaisses métalliques des vieilles banques coloniales.

Etant donné le peu d'importance des encaisses de ces banques et le chiffre relativement élevé de leur circulation il avait paru nécessaire de leur imposer l'obligation de constituer une garantie complémentaire par des dépôts à la Caisse centrale du trésor à Paris de fonds ne portant pas intérêt (billets de la Banque de France).

En décembre 1925 le rapport entre la circulation

fiduciaire et le montant cumulé de l'encaisse proprement dite et des fonds déposés au trésor était de 3 pour les banques de la Guyanne et de 4 pour celles de la Guadeloupe et de la Martinique.

On voit donc que le tempérament apporté dans la loi du 22 décembre 1925 à l'ancienne règle de l'encaisse métallique égale au tiers des billets en circulation n'était pas une innovation.

Ce n'était que la consécration d'un état de choses dû aux circonstances exceptionnelles de la guerre et de l'après-guerre, l'extension au nouvel institut d'émission d'un tempérament à la vieille règle traditionnelle, déjà admis par toutes les anciennes banques coloniales.

La banque peut en outre escompter des billets à ordre ou effets de place à deux ou plusieurs signatures de personnes notoirement solvables et dont l'échéance ne peut pas dépasser cent vingt jours.

Elle peut également créer, négocier ou acheter des traites mandats ou chèques directs ou à ordre sur Madagascar, les autres colonies, la métropole ou l'étranger.

Elle peut escompter des obligations négociables ou non, garanties par des warrants ou récépissés de marchandises, des cessions de récoltes pendantes, des connaissements à ordre, des nantissements, réguliers sur valeurs, des dépôts de lingots, des hypothèques maritimes.

Elle peut acheter et vendre des matières d'or ; ouvrir des comptes de dépôts ; émettre des billets

à ordre, traites ou mandats, etc., toutes opérations de banque généralement pratiquées.

Un article intéressant (l'art. 19) précise que la banque pourra consentir des prêts sur récoltes soit aux individus soit aux collectivités agricoles ayant qualité de personne civile dans les conditions de la loi du 21 mars 1919 sur les banques coloniales.

SECTION II

Obligations imposées à la Banque de Madagascar.

Les avantages considérables ainsi concédés à la nouvelle banque ne vont pas sans comporter en contre-partie quelques charges.

Celles-ci sont essentiellement :

1° Origine de capitaux constituant le capital social.

2° Participation de l'Etat aux bénéfices.

3° Restriction apportée à la liberté dans la fixation du taux de l'escompte.

4° Gratuité du transfert des capitaux de, ou pour l'extérieur.

5° Surveillance exercée par l'Etat dans l'administration et la gestion de la banque.

6° Prêts à la colonie de capitaux destinés à favoriser les sociétés de crédit agricole.

Nous allons examiner chacun de ces différents points l'un après l'autre :

A. ORIGINE DES CAPITAUX.

C'est avec la Banque de Paris et des Pays-Bas le puissant organisme bancaire parisien que sont passées les deux conventions annexées à la loi du 22 décembre 1925.

Mais en fait il a été entendu avec cette grande banque d'affaires que les capitaux à investir dans la Banque de Madagascar auraient l'origine ci-après :

15 % à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

10 % au Comptoir national d'Escompte de Paris.

20 % à la colonie de Madagascar.

20 % aux habitants de Madagascar.

35 % à toutes personnalités et sociétés ayant des intérêts dans l'île et intéressés à sa prospérité.

100 %

Les proportions ci-dessus résultent soit des conventions passées entre les ministres des Finances et des Colonies, soit de lettres adressées par la Banque de Paris et des Pays-Bas à M. le ministre des Colonies (lettres des 18 décembre 1924, 24 juin 1925).

Il est très intéressant de noter que la colonie aura dans le capital social une participation de 20 %.

C'est là une innovation intéressante qui associe plus intimement les intérêts de la grande île à ceux de la banque et donne à la colonie un droit de contrôle direct sur la gestion de l'établissement.

Il est intéressant également de noter que si le

gouvernement a décidé de traiter avec la Banque de Paris, qui, comme le disait l'exposé des motifs du projet de loi, « avait fait les propositions les plus « avantageuses tant au point de vue financier qu'au « point de vue économique », il faut reconnaître que l'on avait su se souvenir du précieux concours apporté à notre œuvre colonisatrice par le Comptoir d'Escompte lors de « cette période héroïque » dont nous avons parlé.

C'était enfin une idée particulièrement heureuse que d'attribuer aux habitants de la colonie et à toutes les personnalités ou sociétés intéressées à la prospérité de la colonie une part qui atteignait 55 % du capital social.

B. PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES.

L'article 13 des statuts prévoit l'attribution à l'Etat de 3.000 parts bénéficiaires ne conférant aucun droit dans l'actif social mais seulement un droit de partage dans les bénéfices réalisés.

Ce droit de partage s'exerce en vertu de l'article 31 des statuts. Il porte sur la partie des bénéfices nets restant disponibles après qu'on a opéré les prélèvements ci-après :

5 % pour la réserve légale ;

10 % pour une réserve supplémentaire ;

La somme nécessaire pour servir au capital effectivement versé un premier dividende statutaire de 8 % ;

10 % du surplus pour être affecté au personnel.

S'il reste après ces prélèvements un bénéfice supplémentaire il est réparti entre les actions et les parts bénéficiaires dans une proportion qui va de moitié aux actions et moitié aux parts, jusqu'à un quart aux actions et trois quarts aux parts suivant l'importance des sommes à répartir.

L'article 74 des statuts prévoit également un partage entre les actions et les parts bénéficiaires à l'expiration de la société de ce qui peut rester du produit net de la liquidation après acquit du passif, extinction des engagements sociaux et remboursement du capital actions.

C. TAUX DU LOYER DE L'ARGENT.

L'un des buts poursuivis, celui de diminuer le loyer de l'argent dans l'île a été atteint par les dispositions de l'article 5 de la convention passée entre le ministre des Colonies et le groupement financier concessionnaire.

Cet article stipule que les taux d'intérêts des escomptes et avances consentis par la banque dans la colonie seront librement fixés par elle tant qu'ils ne dépasseront pas de plus de 1 % les taux respectifs des escomptes et des avances de la Banque de France, les opérations correspondantes ne donnant lieu à aucune commission.

Toutefois et si les circonstances l'exigent, des dépassements à cette marge pourront être autorisés sous certaines conditions.

Il y a là une décision extrêmement importante et de nature à constituer un avantage particulièrement appréciable pour le commerce de l'île.

Cet avantage est d'autant plus important pour Madagascar qu'avant la création de la Banque de Madagascar le taux de l'escompte atteignait très facilement, comme nous l'avons déjà indiqué, 12 à 18 %.

Si la limitation du taux de l'escompte et des avances n'est pas une nouveauté dans la pratique des banques d'émission dans le monde, c'en est une, en ce qui concerne nos banques coloniales. Elle constitue évidemment un gros sacrifice pour la banque ; mais c'est le moyen le plus sûr que l'on puisse envisager pour atteindre le but poursuivi, c'est-à-dire pour procurer à la colonie de l'argent à bon marché.

Il fallait cependant prévoir la possibilité de dépasser cette limite dans certaines circonstances exceptionnelles qui peuvent être particulières à la colonie.

Bien que Madagascar ne soit pas comme plusieurs de nos possessions coloniales un pays de monoculture, bien qu'au contraire on trouve dans ses exportations les produits les plus divers, il est néanmoins possible que notre grande colonie de l'Océan Indien traverse des crises pendant lesquelles il pourra être nécessaire d'élever le taux de l'escompte au-dessus de la limite permise.

Dans ce cas l'autorisation devra être spécialement demandée à M. le ministre des Colonies.

D. GRATUITÉ DU TRANSFERT DES CAPITAUX.

Chose également nouvelle et qui avait fait couler beaucoup d'encre lors de la discussion du projet de constitution de la banque d'émission, cette banque va recevoir au pair les billets de la Banque de France ou les billets de la colonie. Les transferts de la colonie en France ou *vice-versa* seront faits au pair.

C'est donc la suppression radicale de toute possibilité de « change » entre la métropole et la colonie, ce que craignaient justement les colons quand on leur parlait de remplacer le billet de la Banque de France, qui s'était peu à peu introduit dans la colonie et y circulait librement, par un billet local.

Pratiquement cette suppression radicale du change est assurée par l'existence d'un compte courant avec le Trésor.

Le système est inspiré de celui qui fonctionne déjà en Algérie depuis 1878 et au Maroc depuis 1920.

Il est réglementé par la convention passée entre le groupe fondateur de la Banque de Madagascar et M. le Ministre des Finances (art. 7).

Il semble certain que ce système doive donner les meilleurs résultats et l'expérience algérienne en est déjà un sûr garant.

Des mesures ont d'ailleurs été prises pour que le trésor public ne fasse pas les frais de transfert de capitaux entre Madagascar et la métropole. Dans le cas où la balance des comptes se maintiendrait

dans une situation trop défavorable pour la colonie, le ministre des Finances pourrait alors si la situation du compte l'exigeait, prendre des mesures propres à limiter les tirages sur la métropole.

Cette éventualité, hâtons-nous de le dire, ne paraît pas devoir être envisagée.

Madagascar, grâce à la variété de ses productions, offre en effet des conditions d'équilibre économique telles, que le compte courant semble ne devoir fonctionner que pour régler des différences peu importantes dans la balance des comptes.

La balance commerciale laisse en effet apparaître un accroissement continu des exportations.

1921	108.000.000	225.000.000
1922	112.000.000	173.000.000
1923	191.000.000	209.000.000
1924	365.000.000	259.000.000

Il y a également tendance à l'équilibre entre les dépenses du budget de l'Etat à Madagascar et les dépenses du budget de la colonie dans la métropole, qui sont toutes deux de l'ordre de 20.000.000 de francs par an.

Ces chiffres mettent donc en lumière la situation prospère de Madagascar et nous laissent à penser que d'ici longtemps le compte courant avec le Trésor ne présentera que des soldes largement créditeurs en faveur de la Banque de Madagascar.

E. SURVEILLANCE DE L'ÉTAT.

Pour être tout à fait certain que l'institut d'émission de la colonie pratiquera sans défaillance la politique générale en vue de laquelle il a été créé, le gouvernement ne s'est pas contenté dans son projet de prévoir les organes de contrôle habituels en pareille circonstance : commission de surveillance des banques coloniales, commissaire administratif près du siège social, censeurs administratifs dans les agences.

C'est le gouvernement qui propose la nomination par décret du président du conseil d'administration, directeur général et de trois administrateurs.

Il y a là, on le conçoit, un moyen très efficace de laisser entre les mains du gouvernement un contrôle très actif de la politique générale suivie par la banque.

Signalons encore quelques dispositions intéressantes telles que la redevance sur la circulation fiduciaire imposée à la banque par l'article 6 de la convention avec le ministre des Colonies.

Une redevance de cette nature a été appliquée à la Banque de France, à la Banque d'Algérie et aux Banques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane et de la Réunion. La formule adoptée pour la Banque de Madagascar tient compte à la fois du montant de la circulation fiduciaire productive et du taux de l'escompte, le taux de la redevance

s'élevant au fur et à mesure du relèvement du taux de l'escompte.

La circulation accusée par le premier bilan de la Banque de Madagascar s'élevant à : 154.323.505 fr., il est certain que la redevance ainsi réservée au gouvernement atteindra un chiffre important.

Nous regretterions enfin de ne pas dire un mot du concours apporté par la Banque de Madagascar à l'organisation du Crédit agricole.

L'article 10 de la convention passée avec le ministre des Colonies impose à la banque un prêt gratuit de 5 millions pour la création dans la colonie d'institutions destinées à favoriser le développement de l'agriculture.

La banque devra en outre ouvrir à l'ensemble des caisses de crédit agricole, qui pourront se constituer, un crédit d'escompte égal au montant de leur capital versé jusqu'à concurrence de 5.000.000 de francs, et le taux applicable à l'escompte de ce papier ne devra pas excéder le taux d'escompte de la Banque de France.

L'importance de la participation imposée à la banque dans le développement du crédit agricole ne peut évidemment échapper à personne.

M. DALADIER n'avait pas manqué de signaler à la tribune de la Chambre « la nécessité impérieuse « d'organiser le Crédit agricole dans notre grande « colonie. »

Il avait rappelé avec force que « la condition primordiale, essentielle, vitale de la mise en valeur de nos colonies est le développement de la production agricole ».

Or, disait-il dans la séance du 9 juillet 1925 : « Le projet de loi organise le crédit agricole à Madagascar, il assure des avances sans intérêt aux sociétés de crédit agricole, il assure aussi des avances à très faible intérêt. Il suffit de considérer ce que l'extension du crédit agricole à la Rhodesia, colonie relativement voisine de Madagascar, est parvenue à faire de cette colonie pour comprendre qu'il y a là un intérêt vital dont la Chambre et le gouvernement doivent également tenir compte ».

Telles sont, succinctement rappelées, les dispositions essentielles des conventions et statuts qui sont à la base de la création de la Banque de Madagascar.

Cette dernière née de nos banques coloniales a évidemment profité de l'expérience acquise.

Devons-nous considérer comme satisfaisant le régime sous lequel elle a été constituée ?

Nous répondons sans hésitation par l'affirmative.

A l'appui de cette opinion nous citerons d'une part cette déclaration reproduite dans l'exposé des motifs qui donne le point de vue du gouvernement :

« La Banque de Madagascar créée dans ces conditions ne peut manquer de rendre à la colonie les services qu'on est en droit d'en attendre. Nous avons en ce qui nous concerne le sentiment d'avoir exigé de cet établissement en échange du droit

« d'émission qui lui est concédé, le maximum d'avantages et de garanties que commandait le souci de l'intérêt général. »

Nous rappellerons d'autre part pour donner le point de vue du monde colonial, cette interruption de M. Gratien Candace à la séance de la Chambre du 9 juillet 1925 :

« Nous demandons le même régime pour toutes les banques des colonies. »

Nous citerons encore cette déclaration de M. le professeur Nogaro qui intervint à la Chambre au cours de la séance du 9 juillet 1925 dans la discussion du projet de loi pour déclarer :

« On ne peut donc me semble-t-il que souscrire très volontiers à ce projet qui constitue du point de vue colonial un progrès incontestable. »

Il nous semble quant à nous que la Banque de Madagascar dernière née de nos grandes banques coloniales a été créée dans les meilleures conditions qu'il se pouvait.

Elle a tout ce qu'il faut pour rendre à la colonie les plus éclatants services, tout en réalisant pour le compte de ses propres actionnaires des bénéfices qui doivent normalement être très importants.

Il semble enfin, qu'en l'occurrence, le gouvernement a su, dans un but d'intérêt général, imposer à la Banque de Madagascar des charges et des obligations qui nous permettent de penser que la nouvelle banque répondra pleinement à l'idée dominante de la loi du 22 décembre 1925.

Cette idée directrice, inspirée du souci de l'intérêt général, était ainsi exprimée dans l'exposé des motifs de la loi :

« Si la question de la participation de l'Etat aux
« bénéfices de la banque d'émission doit nous préoccuper, ce souci doit aller de pair avec celui d'organiser le crédit au mieux de l'intérêt général.
« Ce qu'il faut, c'est conjuguer une participation
« financière à laquelle nos colonies ont droit en raison des bénéfices importants réalisés sur leur territoire, qui leur est indispensable au moment où
« la question de leur mise en valeur présente pour
« la métropole un intérêt vital, avec des facilités
« de toute sorte édictées dans l'intérêt du commerce et du public en général. Il faut que l'Etat
« en déléguant dans telles ou telles conditions son
« droit régalien d'émission tire de cette concession
« le maximum d'effet utile pour la collectivité.

« Telles sont les idées qui doivent présider actuellement à l'organisation de nos établissements coloniaux d'émission. Cantonnés exclusivement sur
« le terrain essentiel de l'émission et de l'escompte,
« ils rentreront dans la norme des grandes banques
« d'émission ; s'il leur est permis de s'adresser encore
« directement au public, du moins ne pourront-ils
« plus dispenser le crédit à un prix arbitraire ; ils
« deviendront, dans des conditions moins onéreuses
« pour le commerce, les régulateurs du loyer de
« l'argent. Peu à peu, avec le développement de
« l'économie publique, ils sortiront du cadre des

« banques ordinaires pour devenir, comme la Banque
« de France, la banque des autres banques, ayant
« pour fonction primordiale le réescompte. Leur
« propre portefeuille et le crédit de leurs billets s'en
« trouveront consolidés en même temps que le bon
« marché de l'argent qu'ils seront chargés d'assurer
« aura, sur le prix de revient des produits coloniaux,
« partant, sur le prix de la vie, jusque dans la métro-
« pole une heureuse influence. »

Tels sont esquissés à grands traits les éléments essentiels de l'activité bancaire à Madagascar.

Trois banques d'affaires installées dans l'île et y possédant d'assez nombreuses agences mettent à la disposition des Européens, des Asiatiques et des Malgaches le concours de leurs disponibilités.

Au-dessus de ces trois banques et pour les compléter, en leur permettant à tout moment de mobiliser sous forme d'espèces une partie de leur portefeuille, la Banque de Madagascar, nouvel institut d'émission créé par la loi du 22 décembre 1925, contribue dans des proportions considérables à augmenter l'importance des ressources que le commerce peut trouver près des banques de Madagascar.

Il nous reste maintenant à essayer de mettre en lumière quelle influence l'activité bancaire, ainsi exercée, peut avoir sur l'évolution économique de la colonie.

Cette question va donc faire l'objet de la troisième et dernière partie de notre étude.

TROISIÈME PARTIE

L'ACTIVITÉ BANCAIRE ET L'ÉVOLUTION DE LA COLONIE

CHAPITRE PREMIER

CONCOURS APPORTÉ PAR LES BANQUES AU COMMERCE DE LA COLONIE

Le rôle des banques dans l'évolution d'une colonie comme Madagascar est, nous pouvons le dire, prépondérant.

En 1894 après un assez long séjour dans l'île un voyageur, M. FOUCART, chargé de mission par le ministère de l'Instruction publique écrivait :

« A Madagascar, les intelligences et les capitaux
« sont plus nécessaires que les bras. Les colons
« n'y réussiront qu'en possédant une compétence
« sérieuse en rapport avec les travaux qu'ils veulent
« entreprendre, et aussi, une certaine quantité d'ar-
« gent. Pour coloniser il faut beaucoup d'argent...
« Si par exemple on veut créer une exploitation agri-
« cole, le plus souvent on aura un terrain vierge qu'il
« faudra défricher, aménager et planter, sur lequel
« il faudra construire des habitations et des maga-

« sins. Si on fonde une manufacture, les bâtiments,
« le matériel, l'instruction du personnel indigène, les
« voies de communication qu'il sera indispensable
« d'établir, entraîneront de grands frais. Le com-
« merce exigera des approvisionnements, des voyages
« coûteux dans l'intérieur, la création de postes en
« dehors du comptoir principal. Dans tous les cas,
« il faudra attendre, souvent pendant un long temps
« car rien de tout cela ne rapportera immédiatement :
« les plantations ne donneront de produits qu'au
« bout de plusieurs années, les industries reposent
« sur des cultures qui seront soit à créer, soit à dé-
« velopper et qui nécessiteront de longs ouvrages
« préparatoires, les entreprises commerciales ne seront
« en pleine activité qu'après qu'on aura établi des
« relations suivies avec les indigènes. » (1)

Cette idée a été reprise et développée par tous les auteurs qui ont traité la question importante de la mise en valeur de la grande île.

Tous ont affirmé la nécessité pour les entreprises coloniales en général et plus particulièrement pour celles, qui avaient le siège de leur activité à Madagascar, de trouver auprès des banques le crédit indispensable à la bonne marche de leurs affaires.

Après bien des crises dues soit à un enthousiasme exagéré qui faisait considérer la colonie comme un Eldorado merveilleux, soit à un découragement injustifié qui laissait croire que, comme on l'a dit,

1. *Op. cit.*, pp. 319 et suivantes.

notre grande île n'était qu'« un tas de briques », il a fallu reconnaître que Madagascar était somme toute une grande colonie d'exploitation où se trouvaient en abondance des ressources naturelles extrêmement variées.

Mais il a fallu également constater que la mise en valeur de ces richesses naturelles nécessiteraient l'apport de capitaux extrêmement importants sans possibilité de compter sur une rémunération suffisante avant plusieurs années.

Cela était d'autant plus vrai pour Madagascar que, jusqu'à notre arrivée dans l'île, les indigènes et, plus spécialement, le gouvernement hova s'étaient efforcés, dans le but de ne pas attirer de convoitises, d'enrayer toute tentative de mise en valeur du pays.

Si l'on considère en outre que la grande île de l'Océan Indien est à 30 jours de France par les paquebots les plus rapides, on se rend compte des difficultés que peuvent rencontrer les colons, commerçants ou industriels qui veulent s'installer à Madagascar.

Quand, après de longs et coûteux travaux ils sont arrivés à centraliser leurs produits dans un des ports de l'île, il leur faudra attendre encore généralement plusieurs mois avant de toucher le prix de marchandises depuis longtemps vendues.

Ils se trouvent donc presque toujours contraints de s'adresser au banquier.

Nous avons vu comment interviennent les principales banques installées à Madagascar soit dans les

importations soit dans les exportations, soit même dans le commerce local. Il est facile de comprendre pourquoi cette intervention présente en matière coloniale et pour Madagascar en particulier une importance toute particulière.

Il faut d'ailleurs remarquer que cette intervention pour ainsi dire obligatoire est, en fait, singulièrement facilitée.

A Madagascar en effet, le gage vient naturellement se placer dans les mains du banquier puisque toutes les importations ou les exportations de l'île se réunissent dans les quelques ports de la colonie (1).

Les banques de Madagascar, qui toutes ont des agences dans les principaux ports de la colonie, contrôlent donc avec la plus grande facilité presque tout le commerce de l'île.

Nous savons d'ailleurs que, pour la plupart, ces banques possèdent des magasins dans lesquels elles peuvent facilement entreposer les marchandises, sur lesquelles elles ont consenti des avances.

Les banques telles que le Comptoir d'Escompte, Compagnie de l'Océan Indien ou le Crédit foncier de Madagascar contribuent donc directement au développement économique de la colonie en mettant à la disposition des colons, des commerçants et des industriels des sommes importantes, qui leur permettent de continuer normalement leurs opérations ou leurs cultures, sans avoir à attendre souvent pen-

1. Voir en annexe la liste des principaux ports de Madagascar et dépendances.

dant près de six mois le prix de la vente de leurs produits.

Ces banques peuvent même, dans certaines circonstances exceptionnelles, sauver d'une ruine certaine un grand nombre d'entreprises.

Si, en effet, Madagascar est un pays de culture et de productions très généralisées, moins sujet par conséquent, que beaucoup de nos autres colonies à certaines crises périodiques dues à des variations brusques dans le cours de la marchandise qui fait l'objet essentiel de la production de ces colonies, il n'en reste pas moins vrai que notre grande île est un pays tropical sujet quelquefois à ces cyclônes qui dévastent toute une région.

Nous avons vu tout dernièrement encore un cataclysme de ce genre ravager et détruire presque complètement le port de Tamatave (avril 1927).

Dans des circonstances semblables, les banques offrent aux commerçants ou aux industriels éprouvés le concours de leurs capitaux, et en leur ouvrant quelques crédits, leur permettent de reprendre immédiatement leur activité normale.

Sans l'intervention des banques il serait à craindre que certaines entreprises, très saines et très productives par ailleurs mais momentanément éprouvées, ne fussent dans l'impossibilité de faire face à leurs engagements et réduites par conséquent à une ruine complète et à une disparition définitive.

CHAPITRE II

LES BANQUES ET LE CRÉDIT AUX INDIGÈNES

Les banques peuvent également rendre aux indigènes eux-mêmes les plus grands services.

En dehors de toutes les facilités mises à leur disposition par les opérations de crédit, d'escompte, compte de dépôts ou comptes courants que les indigènes peuvent facilement s'assimiler, il ne faut pas manquer de souligner que le crédit bancaire doit avoir pour résultat de supprimer radicalement l'usure, autrefois si généralisée dans la colonie.

L'indigène est en effet un emprunteur invétéré.

Dès que la monnaie métallique fut introduite à Madagascar de nombreux Malgaches tirèrent des ressources considérables de l'usure.

Ces prêteurs furent appelés dans la langue indigène très expressive « ceux qui tirent profit de l'argent » « Mpanpanjana'bola » ; les emprunteurs furent les « Mpanjana'bola » et l'intérêt fut connu sous le nom de « Zanam bola » c'est-à-dire : « enfant de l'argent ».

Cet enfant était d'ailleurs le plus souvent magnifique.

Le taux couramment pratiqué atteignit longtemps 50 % dans les villes et pour la campagne, où les paysans se libéraient avec du riz, l'intérêt était finalement d'environ 100 %.

En 1881 le gouvernement local essaya de limiter cette usure en fixant le taux légal à 10 %.

Dès 1898 on dû reporter cette limite à 12 %.

En fait, tant qu'aucune banque n'a fonctionné normalement à Madagascar, la base du crédit à l'indigène a été l'usure généralement pratiquée sous forme de prêts sur gages (bijoux, rizières, maisons).

Les Malgaches allèrent même jusqu'à emprunter sur des esclaves, ou sur eux-mêmes, ou sur leurs femmes et leurs enfants, à tel point que les dettes ainsi contractées furent très souvent pour des hommes libres une cause d'esclavage.

Ces habitudes déplorables prirent une telle importance que Ranavalona II crut devoir, dans le courant de 1868, interdire dans le code promulgué à cette époque (Code des 101 articles) la coutume de se donner en garantie.

Pour l'indigène comme pour le colon, le commerçant ou l'industriel, la banque est donc à Madagascar un auxiliaire extrêmement précieux.

L'activité bancaire joue donc bien dans l'évolution économique de la colonie un rôle de premier plan, et nous pouvons dire que la progression constante des exportations malgaches, qui de 3 millions qu'elles atteignaient en 1896 étaient passées à 45 millions et demi en 1910, est due, pour une large part, aux

facilités de toute sorte, que le commerce a trouvées en banque dans la grande île.

Les étrangers, et notamment les Anglais, ont depuis longtemps compris quelle heureuse influence pouvaient avoir les banques dans la mise en valeur de leurs colonies.

Il est intéressant à ce sujet de signaler l'effort qu'ils ont accompli dans ce sens.

Dans toutes les colonies anglaises les banques ont toujours été extrêmement nombreuses et ce, dès le début de l'occupation.

En 1850, l'Australie qui sortait à peine de l'état le plus sauvage, avait déjà six banques par actions représentant ensemble un capital de près de 60 millions.

Les Indes, à la même époque, avaient trois banques autorisées et un grand nombre de banques libres.

Il existait en Australie dès l'année 1900 une profusion de banques ayant leur siège soit à Londres (Colonial Banks), soit même en Australie.

Les unes faisaient des avances sur récoltes, sur les troupeaux, sur les laines avant la tonte et sur les ballots de laine en consignment.

Les autres, banques foncières, émettaient des obligations et consentaient de nombreux prêts hypothécaires.

En Nouvelle-Zélande, il existe depuis longtemps de nombreuses banques qui rendent au commerce les plus grands services et le gouvernement lui-même

a entrepris de consentir des prêts importants aux agriculteurs et aux éleveurs.

Les Indes connaissent depuis longtemps le crédit hypothécaire sur les plantations de thé et d'indigo.

Il s'est même trouvé certains cas où le crédit était offert en trop grande abondance.

Au Canada notamment, dans les provinces de l'ouest, dans le courant des années 1899 à 1902, le colon qui s'installait sur son lot de terre se voyait offrir de l'argent par de nombreux agents de diverses sociétés de crédit, qui se disputaient l'heureux privilège de fournir au nouveau colon les capitaux dont il pouvait avoir besoin.

Ainsi avons-nous vu dans tous les grands pays qui se sont rapidement et merveilleusement développés, le crédit largement mis à la disposition des agriculteurs et des commerçants par une multitude de banques qui s'installaient dans la nouvelle colonie dès son occupation.

CHAPITRE III

LA CRISE MONÉTAIRE AVANT LA CRÉATION de la BANQUE DE MADAGASCAR

Mais pour que le banquier puisse complètement remplir son rôle il faut qu'il ait à sa disposition une monnaie saine et suffisamment abondante, il faut qu'il ait la possibilité par l'opération du réescompte de mobiliser constamment son capital et de remettre ainsi de nouvelles espèces à la disposition du commerce.

Constamment préoccupé d'avoir des disponibilités qui lui permettent de faire face à tout moment à ses exigences éventuelles, le banquier qui n'a pas à sa disposition la faculté de réescompter le papier qu'il a en portefeuille ne pourra jamais consentir un crédit à long terme.

Or, nous avons vu que dans la colonie, beaucoup plus que dans la métropole, la nature des exploitations exige un temps assez long entre la mise de fonds et la réalisation des produits.

A Madagascar, plus que partout ailleurs, il était nécessaire d'organiser le crédit à long terme tout en remédiant à une crise monétaire qui n'avait pas tardé à se faire cruellement sentir dans la colonie.

Les premiers habitants de Madagascar n'ont pas connu l'usage de la monnaie et il y a moins de trente ans encore les échanges s'effectuaient dans la grande île d'une façon encore plus primitive que dans les sociétés antiques.

Au début les Malgaches ne connurent que « la loi du troc ». Vivant alors en luttes continuelles et trouvant sur place dans la forêt ou dans les quelques rizières qu'ils cultivaient, les ressources nécessaires à leur existence, les premiers habitants de l'île n'avaient guère besoin de recourir à des transactions ni à des échanges.

Puis les indigènes prirent peu à peu l'habitude de compter par têtes de bétail.

Les bœufs formèrent comme dans la Grèce au temps d'Homère la grande richesse mobilière et l'unité de valeur la plus concrète.

Le bœuf, le « pecus » ancien, était, il est vrai, un moyen d'échange facile à décompter ou à déplacer.

Souvent même les indigènes évaluèrent leur richesse au nombre d'esclaves qu'ils possédaient et se servirent de ces esclaves ou « Andeva » comme moyen d'échange.

Mais avec l'arrivée des premiers Européens la monnaie métallique fit son apparition dans l'île et bientôt il se trouva exister à Madagascar une certaine quantité de pièces de monnaie d'une variété de frappe d'ailleurs extraordinaire, dont le nombre ne fit qu'augmenter avec le temps et la pénétration du blanc.

Ce fut d'abord la piastre espagnole, puis peu à peu, la pièce de 5 francs française vint constituer l'élément essentiel du système monétaire à Madagascar.

Malheureusement Madagascar ne connut pas alors de monnaie divisionnaire et cela créait d'autant plus de difficultés, que dans ce pays les besoins étaient en général peu coûteux et les salaires extrêmement bas (0 fr. 50 par jour pour un ouvrier en 1885).

Le Malgache prit alors l'habitude de sectionner la piastre ou la pièce de 5 francs en menus fragments qu'il était obligé de peser au moment de chaque règlement.

Ces habitudes facilitèrent certaines fraudes (balances et poids faux) et le gouvernement local dût souvent sévir et imposer même un type de balances offrant un peu plus de garanties que les systèmes extrêmement variés mais généralement peu précis dont se servaient habituellement les indigènes.

La piastre fut divisée jusqu'en 720 parties (1) depuis la pièce entière ou « Ariary » jusqu'à sa 720^e partie ou « Variraiventy ».

Le gouvernement malgache n'avait pas été sans se préoccuper de faire frapper une monnaie locale et de donner ainsi un peu plus d'exactitude aux échanges journaliers.

En 1890 notre compatriote Rigaud avait obtenu la concession d'une frappe de 3.500.000 francs de pièces de monnaie divisionnaire.

1. Truitard, *op. cit.*, p. 247.

Il devait frapper 3.000.000 de francs de pièces d'argent (2 fr. 50, 1 fr. 25 et 0 fr. 625) et 500.000 fr. de monnaie de billon (0 fr. 20 en nickel).

En fait, ce beau projet ne fut jamais réalisé.

L'exécution en fut ajournée constamment sous des prétextes les plus divers dont le plus courant était que sur la pièce projetée la Reine Ranavalona III ne se trouvait pas assez jolie.

Ainsi donc avant la guerre de 1914 et depuis la conquête l'élément principal de la circulation fut à Madagascar la pièce de 5 francs française sectionnée par les indigènes en une infinité de petits fragments.

Les besoins de la conquête et les demandes de particuliers en avaient fait introduire une assez grande quantité qui suffisait aux transactions commerciales encore peu développées et à l'exécution du budget de la colonie.

Le Comptoir national d'Escompte qui était le seul organisme bancaire installé dans l'île travaillait avec cette monnaie qu'il importait parfois de France quand les nécessités des règlements entre la colonie et la métropole le rendaient nécessaire.

Le plus souvent le Comptoir d'Escompte était approvisionné de monnaie par la trésorerie générale de Madagascar au moyen d'un virement de compte opéré à Paris par l'intermédiaire de la Caisse centrale du Trésor.

Cette dernière opération qui évitait les transferts de numéraire très onéreux pouvait être accomplie

sans qu'il en résultât de gêne pour la Trésorerie alors abondamment pourvue de numéraire.

En 1905, on a calculé que le total du numéraire importé depuis 1896 atteignait environ 47 millions de francs dont 45 millions de monnaie d'argent.

La colonie disposait donc de fort peu de monnaie divisionnaire ce qui explique la crise aiguë dont souffrit toujours la colonie dans les petites transactions quotidiennes.

Des vœux tendant à faire acheminer du numéraire à Madagascar n'avaient jamais reçu satisfaction.

En 1914 le stock métallique ne s'élevait guère à plus de 50 millions.

Lorsque la guerre de 1914 éclata le stock métallique subit la loi de Gresham et disparut. Il fut remplacé par des billets de la Banque de France qui n'avaient pas cours forcé libérateur dans les paiements.

Un décret du 29 septembre 1916 consacra l'introduction des billets à Madagascar et leur attribua le cours forcé.

Il est difficile de chiffrer exactement les entrées de billets durant cette période, mais on compte généralement que les dépenses du budget de l'Etat dans la grande île ont nécessité l'envoi de 80 millions de francs.

Il est encore plus difficile de chiffrer les mouvements effectués par les particuliers et les banques. Les besoins qui déterminent ces mouvements furent en effet éminemment variables, la balance commerciale accusant par exemple un excédent d'importations

de 50 millions en 1917 contre un excédent d'exportation de 78 millions en 1919.

On estimait en 1923 que les instruments de la circulation à Madagascar consistaient en 10 millions de monnaies métalliques et 80 millions de monnaie fiduciaire.

Ce stock monétaire calculé par tête d'habitant correspondait à environ 30 francs.

Cette proportion est évidemment très faible, quand on songe qu'en 1909 il circulait en France 6 milliards d'or, 2 milliards d'argent, et 4 milliards de billets, soit environ 300 francs par tête d'habitant.

A la même époque le stock monétaire s'élevait en Indo-Chine à 60 francs par tête d'habitant, à 150 fr. à la Réunion.

Ajoutons à cela que pour remédier à la pénurie de monnaie divisionnaire et de billon qui gênait tout particulièrement les transactions sur les marchés des principales villes, le gouverneur, par décision du 12 septembre 1916, avait été forcé d'autoriser les receveurs des postes à délivrer des timbres poste de 2 francs, 1 franc, 0 fr. 50 collés sur carton et valant comme monnaie d'appoint. Le montant de ces émissions de timbre-monnaie a atteint 2.500.000 en 1922.

On peut dire en résumé, qu'au moment où le parlement s'est préoccupé de voter la loi du 22 décembre 1925 créant un institut d'émission particulier à l'île, le stock monétaire de la colonie correspondait à peu près au 1/3 de son commerce extérieur et dépassait à peine le total de son budget et de ses annexes.

Cependant les besoins de la colonie n'avaient fait, dans la même période, que s'accroître considérablement.

La hausse des prix des principales matières produites par la colonie avait donné à son commerce une sorte de coup de fouet et le gouverneur général Olivier avait lui-même qualifié : d' « impressionnante » l'étape franchie de 1914 à 1925 par la production de notre colonie.

Si l'on considère en effet le mouvement global des importations et des exportations on constate que pour deux périodes à peu près égales de 1900 à 1913 soit en 14 ans l'augmentation n'a été que de 76.819 tonnes correspondant à une valeur de 51.707.150 fr. tandis que de 1914 à 1924 inclus, soit en 11 ans, elle a atteint 213.014 tonnes correspondant à 543.803.365 francs.

Quantités en tonnes				Valeurs			
1900	1913	1923	1924	1900	1913	1923	1924
102.603	179.422	316 741	392.436	51.094.682	102.801.832	401.639.078	646.605 197

Il est à remarquer d'ailleurs, qu'après s'être longtemps traduite en faveur des importations, la balance commerciale laissait apparaître en 1924 un excédent de 211.759 tonnes correspondant à une valeur de 128.537.691 francs.

Le budget de la colonie suivait une marche sensiblement parallèle.

Les recettes passaient de 30 millions à la veille de la guerre à 86 millions en 1923 et à 101 millions en 1924 ; sans compter les recettes des budgets annexes (chemins de fer et assistance médicale indigène).

Pour satisfaire aux besoins d'une circulation normalement adaptée aux transactions et à la population actuelles on estimait en 1925 à 50 francs par tête le stock nécessaire soit environ 150 millions de francs pour la colonie.

En prévoyant un accroissement de l'activité économique qui pouvait et devait même être rapide, c'est en réalité vers une masse de 200 millions que devaient tendre les estimations.

Cela est si vrai, que, dès la constitution de la Banque de Madagascar, les nouveaux billets de 5, 10, 20, 50, 100 et 1.000 francs que la banque était autorisée à faire circuler dans la grande île, étaient aussitôt mis en fabrication et à chaque courrier il était procédé à de grosses expéditions de billets.

Au 15 juin 1926 il avait été envoyé pour 180 millions de francs de nouveaux billets dans la colonie.

Dès son apparition le billet de la Banque de Madagascar fut d'ailleurs fort bien accueilli tant par la population européenne que par la population indigène.

Les Malgaches s'étaient d'ailleurs déjà habitués à faire leurs transactions avec des billets de la Banque de France et ils n'ignorent pas quelles précautions ont été prises pour assurer aux nouveaux billets une valeur indiscutable qui les fait accepter de tous

comme l'ont été leurs frères aînés de la Banque de France.

Ainsi se trouva donc heureusement réglée par la création d'un institut d'émission particulier à Madagascar cette angoissante question monétaire qui jusqu'alors avait été une des principales préoccupations du gouvernement de la colonie.

Désormais notre grande colonie de l'Océan Indien pourra disposer d'un stock important de billets admis sans difficultés dans toutes les transactions.

Madagascar est ainsi pourvu d'un élément essentiel de sa vie économique et n'aura plus à souffrir des crises qui jusqu'alors avaient considérablement gêné le développement normal du commerce de l'île.

CHAPITRE IV

LE TAUX DU LOYER DE L'ARGENT DEPUIS LA CRÉATION DE LA BANQUE DE MADAGASCAR

Mais en même temps que l'accroissement du stock monétaire facilitait ainsi les échanges et favorisait par conséquent l'activité économique de la colonie, la création d'un institut d'émission particulier à Madagascar avait immédiatement pour résultat d'organiser le crédit au mieux de l'intérêt général et notamment d'abaisser considérablement le loyer de l'argent.

Il ne suffit pas en effet d'avoir un stock monétaire suffisant.

Il faut encore en organiser la circulation aisée, la rotation rapide pour intensifier son utilisation.

Comme on l'a dit très justement :

« La monnaie est un outil économique au même titre qu'une voie ferrée ; elle peut sommeiller impro-
« ductive et inutile ou au contraire avec un mouve-
« ment bien aménagé remuer les richesses et inten-
« sifier la mise en valeur des ressources naturelles (1). »

Emettre des billets c'est mobiliser sous une forme

1. M. R. Gayet, *op. cit.*

éminemment productive et créatrice de richesses le portefeuille commercial du banquier émetteur ; c'est comme l'a dit M. COURCELLE-SENEUIL : « de toutes
« les opérations de banque celle que l'on peut con-
« sidérer comme le chef-d'œuvre du banquier et l'un
« des instruments les plus énergiques de la civilisa-
« tion (1). »

Or, on peut affirmer que jusqu'à la loi du 22 décembre 1925 le système bancaire de Madagascar était évidemment incomplet.

Malgré tous leurs efforts les trois banques que nous connaissons ne pouvaient pas consentir un crédit suffisant et conforme aux nécessités économiques de la colonie.

Il aurait fallu de trop grosses disponibilités de trésorerie aux banques privées pour faire face aux besoins de la grande île.

La question des disponibilités domine tout le problème bancaire ; et cette question est particulièrement difficile à résoudre dans les pays éloignés et aussi isolés que Madagascar.

Le climat de l'île est marqué par une succession de deux saisons nettement marquée. Au moment des récoltes et des exportations les demandes de crédit se multiplient et affluent aux banques ; ces mêmes demandes se restreignent subitement dès que ces opérations sont terminées. Les banques se trouvaient donc dans la nécessité de procéder à des importations importantes de numéraire à certaines époques alors

1. Courcelle Seneuil, *op. cit.*

qu'à d'autres les capitaux affluent dans les caisses des banques pour y rester inutilisés et improductifs.

De plus ces banques privées étaient obligées si elles n'avaient pas sur place les fonds nécessaires, de les faire venir de France : aussi les ouvertures de crédit faites dans ces conditions obligeaient les banquiers à prélever des commissions de 1 à 2 % suivant l'abondance des ressources en numéraire local.

A ces commissions s'ajoutaient les intérêts d'escompte perçus depuis le jour du paiement effectué à Madagascar jusqu'au jour du remboursement en France, intérêt dont le taux était très variable mais qui s'élevait entre 9 et 12 %.

Les mêmes taux étant appliqués aux avances sur marchandises warrantées en attendant leur vente.

On voit immédiatement quelles conséquences désastreuses avait cette cherté du crédit sur le prix de revient dans la métropole des produits exportés par la colonie.

D'une façon générale l'argent était très cher à Madagascar et lors du vote de la loi du 22 décembre 1925 les taux très élevés de l'escompte qui atteignaient 12, 15 et même 18 % ne tenaient pas au désir des établissements bancaires de réaliser un bénéfice exagéré mais bien à l'impossibilité pour eux de se procurer rapidement et en temps utile auprès d'un autre établissement investi du privilège de l'émission des fonds qui leur étaient nécessaires.

Sur ce point la création de la Banque de Madagas-

car a pleinement répondu au désir exprimé lors de sa création, car dès son apparition à Madagascar le taux de l'escompte en banque a très sensiblement baissé : les banques privées ont trouvé d'autre part auprès d'elle grâce à la facilité du réescompte la possibilité de faire travailler trois ou quatre fois chaque année leur propre capital.

De plus la Banque de Madagascar peut ainsi par le jeu du réescompte du papier de commerce déterminer selon les besoins de la colonie le taux du loyer de l'argent et s'il y a lieu exercer une action extrêmement importante en période de crise.

Elle peut en abaissant ou en relevant le taux de l'escompte raréfier ou au contraire augmenter à sa guise les capitaux disponibles.

Cette action ne semble pas devoir souvent s'exercer d'une façon très énergique dans une colonie comme Madagascar, où les crises sont rares en raison de la grande diversité des produits exportés et du fait que les bénéfices réalisés par les colons restent généralement dans la colonie.

A la différence de beaucoup d'autres de nos possessions coloniales, Madagascar a ce privilège considérable de ne pas connaître l'absentéisme et les dangers considérables de la monoculture.

Néanmoins et par exemple en cas de crise durable des exportations, la Banque de Madagascar pourrait comprimer les importations excessives en élevant fortement le taux de l'escompte et en diminuant ainsi les disponibilités des commerçants.

On voit donc quel régulateur merveilleux peut être dans l'évolution économique de la colonie la banque créée par la loi du 22 décembre 1925.

Rappelons que les statuts de ladite banque prévoient que le taux de l'escompte et des avances ne pourra pas dépasser de plus de 1 % les taux respectifs pratiqués par la Banque de France mais qu'il a été prévu que cette limitation pourrait être dépassée dans certaines circonstances exceptionnelles.

Ajoutons encore que la loi du 22 décembre 1925 a eu soin d'organiser un système de transfert de fonds qui a pour effet de supprimer toute possibilité de change entre la colonie et la métropole.

La création d'une monnaie spéciale à la colonie avait en effet fait craindre notamment aux commerçants de la grande île que cette nouvelle monnaie ne soit bientôt dépréciée par rapport au franc et que l'existence d'un change qui ne pouvait évidemment exister tant que circulaient dans l'île les billets de la Banque de France, ne vint jeter le trouble dans les transactions commerciales.

Nous avons vu précédemment comment en s'inspirant de ce qui avait été fait en Algérie et au Maroc on avait su éviter cet écueil en assurant les transferts de la colonie en France et *vice-versa* au pair par le jeu d'un compte courant avec le Trésor.

Rappelons enfin que la Banque de Madagascar joue un rôle important dans l'organisation agricole de la grande île et de ce chef contribue dans une pro-

portion très importante à l'évolution économique de notre colonie.

Dans un pays essentiellement agricole comme Madagascar les prêts aux colons européens et indigènes, dont l'activité est le facteur le plus efficace du développement économique, revêtent un caractère de nécessité toute particulière.

Tous les rapporteurs de la loi du 22 décembre 1925 au Sénat ou à la Chambre et M. DALADIER lui-même dans les explications qu'il a été amené à fournir ont insisté sur la nécessité impérieuse d'organiser le crédit agricole à Madagascar.

Le général Galliéni reprenant la devise romaine *ense et aratro* avait déjà essayé d'attacher à la terre indigènes et colons.

Mais jusqu'à la création de la Banque de Madagascar rien d'important n'avait pu être fait dans ce sens.

La guerre fut à cet égard une expérience : quand le gouvernement demanda aux colons de la grande île l'effort de production exigé par le ravitaillement de la métropole, les colons tendirent la main et réclamèrent des capitaux sans lesquels il leur était impossible de fournir l'effort demandé.

Une organisation rationnelle du crédit agricole doit être soutenue par un établissement disposant de ressources suffisantes pour avancer gratuitement aux caisses spéciales de crédit aux indigènes ou aux collectivités les fonds de roulement indispensables.

Ce rôle essentiel nous savons que la Banque de

Madagascar est appelé à le jouer dans notre grande possession de Madagascar et à ce nouveau titre on peut dire que l'activité bancaire aura la plus heureuse influence sur l'évolution économique de notre possession.

■

CHAPITRE V

ROLE DES BANQUES DANS LE PLACEMENT DES CAPITAUX FRANÇAIS A MADAGASCAR

Mais en même temps la banque de Madagascar a l'avantage énorme de s'appuyer sur de très importants groupements financiers de la métropole. Nous avons vu en étudiant les conditions de création de cet institut d'émission particulier à la grande île quelle part prépondérante avait prise dans la réalisation de ce vieux projet la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Il faut évidemment se réjouir de voir intervenir dans la création d'un organisme bancaire destiné à Madagascar la très grande banque d'affaires parisienne de la rue d'Antin.

Ce puissant établissement a déjà donné ses preuves en matière coloniale.

Rappelons que dès avant la guerre la Banque de Paris avait largement tourné ses efforts sur la mise en valeur du Maroc.

En 1920 cette grande banque d'affaires « la plus « grande de nos banques d'affaires » avait créé la Compagnie générale des colonies et avait participé, plus ou moins directement, à la constitution de nom-

breuses affaires coloniales (Compagnie minière et métallurgique de l'Indo-Chine, Compagnie cotonnière du Niger, Société coloniale et industrielle des palmeraies africaines et Compagnie africaine de commerce (établissements A. LECONTE).

La Société des brasseries du Maroc, Syndicat d'études des forces hydrauliques du Maroc et combien d'autres encore.

Rappelons encore les efforts répétés faits par cette grande banque pour relever la Banque industrielle de Chine (constitution de la société française de gérance).

Pour montrer tout l'intérêt que la Banque de Paris et des Pays-Bas porte à nos colonies, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire ici un extrait du rapport du Conseil d'administration à l'assemblée générale du 20 mars 1923.

« Pas plus que les années précédentes, la banque
« n'a négligé le champ d'activité particulièrement
« riche que nous offrent le protectorat marocain et
« notre domaine colonial.

« La Compagnie France-Espagnole du chemin de
« fer de Tanger à Fez et la Compagnie de chemin de
« fer du Maroc sont arrivées à la phase active de la
« période de construction en vue de laquelle une
« partie des capitaux nécessaires a déjà été demandée
« au public. Notre établissement a participé aux
« émissions d'actions de ces deux sociétés.

« Dès le mois d'avril prochain, la ligne de Rabat
« à Fez pourra être inaugurée et ouverte à l'exploit-
« tation.

« L'inauguration de la première ligne à voie normale du protectorat sera une date importante dans l'histoire de son développement économique.

« En ce qui concerne le Syndicat d'études des forces hydrauliques du Maroc, dont nous vous avons parlé l'an passé, nous pouvons vous préciser que la construction d'une centrale à Casablanca qui fait partie du programme d'électrification est actuellement en cours.

« Nous avons concouru au placement des bons décennaux créés par la Compagnie générale du Maroc en vue de lui permettre de fournir un appui efficace aux sociétés dont elle a facilité la constitution.

« De même nous avons suivi avec attention le développement de l'activité de la Compagnie générale des colonies à la fondation de laquelle nous avons pris la part que vous savez. Celle-ci a pris récemment la direction de la Société d'étude des ports indo-chinois qui a présenté un projet d'exploitation du port de Saïgon-Cholon et de la Société d'études pour l'irrigation de la vallée du Niger dont l'objet est d'étudier d'accord avec le gouvernement de l'Afrique occidentale française les conditions de la culture du coton dans la haute vallée du Niger.

« La Banque enfin a contribué avec des groupes papetiers français à la constitution de la Société l'Alfa qui se propose de fabriquer en France de la pâte à papier avec les alfas recueillis en Algérie.

« Cette transformation était jusqu'à présent presque
« exclusivement assurée par l'industrie étrangère ».

Déjà le contrôleur financier de Madagascar déclarait dans un rapport cependant ancien :

« La création d'une banque d'émission à Madagas-
« car présentera, en outre, un intérêt indirect de
« première importance si cette banque s'appuie,
« ainsi qu'il est permis de l'espérer, sur de puissants
« groupements financiers métropolitains. En effet,
« la mise en valeur rationnelle des richesses naturelles
« de la colonie exige des moyens financiers plus
« sérieux que ceux qui ont été utilisés jusqu'à pré-
« sent. Les entrepreneurs locaux ne possèdent ni
« matériel, ni personnel technique ; la grande culture
« est encore peu répandue ; les gisements de charbon,
« de fer, de nickel, de pétrole, dont la présence a été
« reconnue en plusieurs régions, n'ont pas été pros-
« pectés ; des industries à part celle de consumma-
« tion alimentaire, qui s'est développée à la faveur
« des hauts prix de la guerre, sont à créer. Pour
« donner à ces affaires la base financière, il faudrait
« l'intervention d'une banque d'affaires ; les grou-
« pements financiers intéressés à la banque d'émis-
« sion feront cet office ; ils seront conduits à étu-
« dier et à financer les entreprises qui, pour se cons-
« tituer ont besoin de capitaux importants. Je crois
« cette intervention indispensable pour animer une
« œuvre de colonisation qui sommeille. »

Il est très rassurant de voir enfin les groupements financiers de la métropole se tourner vers nos colo-

nies et cela surtout, au moment où commençaient à s'installer à Madagascar certaines usines servant à la préparation ou à la transformation des produits locaux : grandes fabriques de conserves alimentaires, rizeries, féculeries, distilleries, sucreries, tanneries, etc., etc.

Il reste encore fort à faire et notre grande île de l'Océan Indien a le plus grand besoin que les capitaux français lui dispensent une aide qu'ils lui ont jusqu'à ce jour généralement refusée.

Il est certain que de ce côté les banques peuvent jouer un rôle prépondérant, et la Banque de Madagascar, qui doit sa création principalement à l'un des plus puissants organismes financiers de la capitale, est plus qualifiée que toute autre pour exercer dans ce sens une influence considérable.

Certes l'obligation pour elle de conserver aux billets qu'elle émet une valeur indiscutable et indiscutée lui impose dans sa gestion la plus grande prudence et le contrôle que le gouvernement s'est assuré est la meilleure garantie que ces règles de prudence et de sagesse nécessaires seront scrupuleusement respectées ; mais rien n'interdit à ce nouvel établissement financier, comme aux banques précédemment installées dans la colonie, de prêter son concours à une émission du gouvernement de la colonie ou d'une société importante déjà installée dans l'île.

Comme l'a très bien dit M. DALADIER à la tribune de la Chambre « qu'est-ce qu'une banque d'émission « dans nos grandes colonies : c'est en réalité une

« grande banque d'affaires investie par l'Etat du
« monopole de l'émission des billets. »

Or, jusqu'à ce jour les capitaux français ne sont
allés que très parcimonieusement prêter leur con-
cours à la mise en valeur de notre grande colonie de
l'Océan Indien.

La colonie n'a contracté dans la métropole que
pour 100.989.725 fr. 87 d'emprunts.

1^o Emprunt 1897 à 2,1/2 % 26.099.097,50

2^o Emprunt de 60.000.000 de francs

Loi du 14 avril 1900.

a) A la caisse des retraites, 3,95 %. 14.000.000

b) Emission publique à 3 % 45.897.628,37

3^o Emprunt de 15.000.000 de francs

à 3 %, loi du 19 mars 1905 15.600.000

Par ailleurs, les capitaux français, découragés par
les déboires qui ont suivi certaines campagnes finan-
cières menées par des aventuriers sans scrupules
faisant apparaître la grande île comme un pays mer-
veilleux où l'or se trouvait à profusion, se sont dé-
tournés de notre grande possession.

Enfin, il faut bien le dire, une ignorance presque
complète de la grande masse de nos concitoyens de
tout ce qui touche aux questions coloniales et une
méfiance injustifiée, mais entretenue par le monde
financier d'avant-guerre, avaient éloigné nos capita-
listes des entreprises coloniales pour les porter vers
des placements souvent beaucoup plus aléatoires mais

plus rémunérateurs, au moins pour les personnalités qui les présentaient au public.

En France, plus que partout ailleurs, les colonies étaient considérées comme un luxe ou pour employer l'expression de M. Albert SARRAUT, comme une « fantaisie coûteuse ».

Il a fallu la grande et pénible expérience de la guerre et l'admirable concours apporté par nos colonies à la mère Patrie pour faire comprendre à tous quelles merveilleuses sources de richesses nous possédions dans notre empire d'outre-mer.

Ce mouvement général, malheureusement tardif a eu son expression dans le dépôt par M. Albert Sarraut le 12 avril 1921 de son « Projet de loi portant « fixation d'un programme général de mise en valeur « des colonies françaises ».

L'exposition coloniale de Marseille d'avril 1922 a confirmé dans tous les esprits l'importance des richesses que nous avons jusqu'alors méconnues.

Actuellement le gouvernement projette l'organisation aux portes même de Paris d'une vaste exposition des produits de nos colonies et a eu l'heureuse inspiration de confier le commissariat général de cette exposition au grand colonial qu'est M. le maréchal Lyautey.

On ne saurait trop applaudir à ce mouvement général mais on ne peut que regretter qu'il ait mis si longtemps à se produire.

Quand on songe quel merveilleux appui ont été pour nous nos colonies pendant la grande guerre on

ne peut s'empêcher de penser avec M. Albert SARRAUT ce qu'eût pu être ce concours « si la métropole
« avait consacré à l'aménagement préalable et à
« l'exploitation plus active de son patrimoine exté-
« rieur, la moitié seulement des milliards qu'elle
« a fournis à la mise en valeur des pays étran-
« gers. »

Il est regrettable de constater, qu'à la veille des hostilités, l'ensemble des capitaux français placés dans nos colonies ne dépassait guère 4 milliards alors que la masse des capitaux placés par nos concitoyens à l'étranger s'élevait à 50 milliards environ dont 4 à 5 milliards dans des entreprises contrôlées par des Anglo-Saxons et près de 12 milliards en Russie (fonds d'Etat ou valeurs industrielles).

Il est intéressant de noter l'incontestable stabilité dont a fait preuve l'ensemble du portefeuille colonial, quand tant de valeurs étrangères après avoir subi des fluctuations extraordinaires voyaient leurs cours s'effondrer (valeurs balkaniques, Russes, Turcs, Autrichiens, Allemands, Amérique du Sud).

A l'épreuve des profondes secousses qui ont suivi la grande guerre les placements coloniaux ont prouvé toute leur valeur.

Certes, certaines affaires coloniales qui avaient fait l'objet d'« un travail à grande publicité » de certains agioteurs sans scrupules ont donné quelquefois lieu à de graves mécomptes.

La petite épargne, mal renseignée sur des exploitations lointaines, se laisse quelquefois entraîner à des

engouements irréfléchis suivis bientôt de cruelles déceptions.

Ce sera le rôle des banques coloniales de guider l'épargne française qui de plus en plus se tournera vers des placements dans nos colonies dont elle a reconnu la merveilleuse richesse.

Grâce à leurs relations dans la métropole, à leur puissance financière, au réseau vaste et serré de leurs agences pour le Comptoir d'Escompte notamment, les banques installées à Madagascar et notamment la « Banque des Banques » créée par la dernière loi du 22 décembre 1925 doivent organiser un vaste appel au crédit qui permettra d'activer considérablement la mise en valeur de notre grande île de l'Océan Indien.

Elles auront pour heureux effet de concentrer et de grouper les fonds nécessaires à la constitution de nouvelles sociétés dont le capital sera proportionné à leur objet et au but à atteindre — de contrôler d'une façon directe, effective, et agissante la gestion des sociétés créées — de surveiller le marché des titres de ces sociétés et enfin, si le besoin s'en fait sentir, de prêter dans des circonstances exceptionnelles à ces sociétés nouvellement créées, un appui financier sans lequel elles pourraient risquer de disparaître avec la première récolte déficitaire ou la première tornade.

On voit donc quel merveilleux champ d'activité s'offre aux banques coloniales et on peut espérer pour elles des destinées prospères.

Celles des Antilles et de la Réunion, ancêtres vénérables de toutes les autres, ont eu la gloire de sauver ces îles de la ruine après l'abolition de l'esclavage (Saint-Domingue) et malgré les prédictions sinistres qui ont accompagné leur naissance à l'assemblée nationale de 1851, malgré une direction souvent mauvaise, malgré des conditions économiques désastreuses, elles vivent toujours et elles ont doté ces colonies d'un CRÉDIT AGRICOLE QUE LA FRANCE EN EST RÉDUITE A LEUR ENVIER.

La Banque de l'Indo-Chine a déjà contribué pour une large part à la colonisation de ce pays, qui doit remplacer pour nous cet empire des Indes orientales dont avait rêvé Dupleix. La Banque du Sénégal devenue Banque de l'Afrique occidentale rayonne sur tout ce domaine immense de l'Afrique centrale.

Demain Madagascar grâce à l'organisation rationnelle du crédit dont elle est maintenant dotée s'ouvrira largement à notre civilisation.

CHAPITRE VI

L'ACTIVITÉ BANCAIRE ET LE PEUPLEMENT DE MADAGASCAR

Non seulement les banques par leur activité sans cesse croissante attireront dans la colonie les capitaux français qui y trouveront un emploi rémunérateur mais, il est en outre certain, qu'en fournissant à nos colons le nerf de la guerre dans leur lutte contre les difficultés inévitables de toute entreprise coloniale, en aidant nos commerçants à conquérir la prépondérance sur les marchés de toutes nos possessions, les banques coloniales favoriseront l'émigration et contribueront par cela même à ce relèvement de l'énergie nationale, à ce développement de l'initiative individuelle, que tant de bons esprits attendent et avec raison de la colonisation.

Il est hors de doute que s'ils étaient assurés de trouver dans la colonie l'appui bancaire qui leur est nécessaire, nombre de jeunes gens pleins d'énergie et de bonne volonté mais peu fortunés, verraient la colonie comme le domaine justement favorable à l'exercice de leur activité.

Ce serait évidemment pour eux la possibilité de créer, grâce à leur travail et à leur esprit d'entreprise,

et grâce au crédit qui leur est fourni par les banques coloniales, soit un domaine agricole, soit un établissement industriel et commercial, auxquels leurs faibles ressources ne leur auraient jamais permis de prétendre s'ils étaient restés dans la métropole.

L'activité bancaire apparaîtra ainsi comme un auxiliaire précieux de l'émigration vers nos colonies d'un grand nombre de jeunes volontés qui cherchent en vain dans la métropole un emploi qui réponde à leurs légitimes ambitions.

CHAPITRE VII

ROLE DES BANQUES DANS LE PLACEMENT DES CAPITAUX DE LA COLONIE DANS LA COLONIE

Mais après avoir attiré et les capitaux et les bonnes volontés créatrices de la métropole dans la colonie les banques ont encore le mérite et l'heureux effet de les y retenir.

Il est en effet du plus grand intérêt de la colonie d'employer sur son propre sol les capitaux qui proviennent des bénéfices réalisés par ses colons, ses commerçants, ses industriels.

Dans certaines colonies le commerçant ou l'industriel n'aspire qu'à regagner la métropole dès qu'il a réalisé quelques bénéfices. Le produit de son activité, il ira le dépenser sans compter, soit à l'étranger, soit dans la métropole, quitte à revenir d'ailleurs reprendre le travail dans la colonie quand il aura épuisé des ressources qu'il avait péniblement acquises.

Il peut heureusement en être tout autrement à Madagascar.

La salubrité du climat incite les colons à se fixer définitivement dans la colonie et à y investir le produit de leur travail. L'éloignement de la métropole

et la cherté des voyages leur fait bientôt espacer leurs voyages en France.

L'absentéisme dont souffrent nos colonies sucrières par exemple n'est pas à craindre à Madagascar.

Le merveilleux accroissement de l'activité économique de la colonie, constaté par l'augmentation du chiffre de son commerce avec l'extérieur surtout depuis les années 1913 et 1914, a provoqué la constitution dans la colonie elle-même de capitaux assez importants.

Ces capitaux, aux mains des indigènes ou des Européens, industriels, commerçants, ou colons cherchent un emploi que les banques peuvent facilement leur fournir.

Pendant la guerre, Madagascar a pu déjà apporter à la métropole un concours financier extrêmement important.

« Les emprunts de la mère patrie, comme les
« émissions de bons du trésor, ont trouvé à Mada-
« gascar des souscripteurs enthousiastes européens
« et indigènes ».

Emprunts de guerre à Madagascar :

5 % 1915	1.600.000 fr.
5 % 1916	1.500.000 —
4 % 1917	1.750.000 —
4 % 1918	8.200.000 —
5 % 1920	3.300.000 —
6 % 1920	12.200.000 —
	37.550.000 —

A côté des titres de rente françaises, les bons du Trésor circulent dans la colonie et des souscriptions ont été recueillies par les banques pour les titres du Crédit national, du Crédit foncier, et de la Ville de Paris.

Il paraît même actuellement possible de parler d'un marché financier autonome de la colonie employant les disponibilités des habitants de Madagascar dans des placements de la grande île.

On a déjà fait quelques essais dans ce sens avec des emprunts émis pour des travaux d'intérêt général par certaines communes.

Par arrêté du 19 mai 1922, la commune de Tamatave a été autorisée à émettre un emprunt de 500 mille francs affecté à l'installation de l'éclairage électrique. L'emprunt fut divisé en 1.000 obligations de 500 fr. émises à un taux de 9 % par souscription publique.

L'emprunt émis le 12 juin 1922 fut couvert plus de trois fois dans cette seule journée par plus de 1.000 souscripteurs qui se présentèrent empressés aux guichets de la Banque.

La commune de Tananarive fut autorisée le 19 juin 1922 à émettre dans des conditions analogues un emprunt de 500.000 francs pour la construction d'un marché couvert.

L'emprunt offert au public au taux de 8 % le 21 août fut couvert deux fois et 1/2, par plus de 700 souscripteurs.

Pour ces deux émissions le Crédit foncier de Mada-

gascar, aidé de ses correspondants, reçut les souscriptions et centralisa les fonds.

Nous voyons ainsi, par ces seuls exemples, avec quel empressement les capitaux réalisés dans la colonie cherchent à s'employer dans de nouveaux placements qui auront pour effet de contribuer directement à la mise en valeur de Madagascar.

Nous pensons que la colonie aura toujours avantage à recourir à des emprunts locaux, placés par petites tranches de 5 à 10 millions, pour financer les constructions de travaux publics donnant lieu à des dépenses locales.

Elle évitera ainsi l'exode des capitaux disponibles et les attachera ainsi étroitement à la mise en valeur du territoire colonial.

Dans ce mouvement de capitaux à l'intérieur de la colonie des banques ont évidemment un rôle essentiel à jouer.

Déjà le Crédit foncier de Madagascar dans les émissions faites par certaines communes a su se réserver un rôle actif extrêmement intéressant pour la colonie et pour la banque elle-même.

Il est certain que dans l'avenir la prospérité sans cesse croissante de la colonie laisse à penser que les banques de Madagascar trouveront de plus en plus à exercer leur activité dans de nombreuses opérations du même genre contribuant ainsi directement à la mise en valeur des merveilleuses ressources de cette magnifique nouvelle France de l'Océan Indien.

CONCLUSION

L'effroyable destruction de richesses que fut pour notre pays la guerre 1914-1918, les difficultés de tous ordres dans lesquelles nous avons dû nous débattre depuis la fin des hostilités, doivent normalement nous pousser à mettre en valeur les immenses ressources de notre domaine colonial.

Les pouvoirs publics peuvent et doivent exercer une action qui tendra surtout à organiser et à créer l'outillage économique nécessaire ; mais le rôle essentiel ne peut évidemment qu'être réservé à l'activité privée de nos colons, de nos commerçants qui se laisseront attirer par les exploitations coloniales.

Nous avons vu quel concours peuvent apporter à l'action de ces colons et de ces commerçants les banques qui s'intéressent à nos colonies.

Nous avons essayé de démontrer que, à Madagascar plus que partout ailleurs, sans le secours des banques, un grand nombre d'entreprises menaceraient de courir à leur ruine ou tout au moins de périlcliter ou de végéter très longtemps.

Il a fallu attendre de longues années pour que, sous la pression des nécessités dues aux difficultés de

l'époque actuelle, fût enfin réalisé ce projet de création d'un institut d'émission particulier à Madagascar, qui, depuis le lendemain de notre occupation, sommeillait dans les cartons du ministère des Colonies.

Madagascar est cependant doté depuis la loi du 22 décembre 1925 d'une organisation bancaire qui peut permettre tous les espoirs.

Trois banques et notamment la jeune compagnie de l'Océan Indien, dont nous avons indiqué à diverses reprises la merveilleuse prospérité, se partagent avec la Banque de Madagascar la « Banque des Banques » de notre grande colonie, l'activité bancaire à Madagascar.

Déjà les heureuses indications fournies par l'augmentation sans cesse croissante du chiffre des exportations, les excédents constatés chaque année dans la balance du commerce suffisent à démontrer le rôle bienfaisant joué par l'activité bancaire dans l'évolution de la colonie.

Il est certain que désormais l'action de ces quatre puissants établissements, dont l'un, grâce au privilège d'émission dont il est investi pourra dispenser aux autres les disponibilités qui jusqu'alors leur avaient fait défaut, aura dans la mise en valeur des magnifiques richesses de Madagascar une influence de plus en plus grande.

Ces banques auront, grâce à leurs relations dans les milieux financiers de la métropole, toutes facilités pour inciter les capitaux français à se porter vers les entreprises coloniales.

Nous pouvons déjà constater un mouvement favorable dans ce sens. Les capitaux français commencent à connaître mieux les richesses de nos colonies et paraissent disposés à s'y intéresser.

M. Léon PERRIER, ministre des Colonies, rappelait dans un récent discours cette déclaration d'un des hommes qui depuis quelque temps se consacrent à la mise en valeur de nos possessions coloniales (1).

« Nous n'avons rien à envier à l'étranger. Notre domaine colonial ne le cède à aucun autre. Toutes les possibilités il les recèle. »

Pendant l'année 1926, la France a fait avec ses colonies et protectorats un commerce s'élevant à 16 milliards 61 millions de francs, soit près de 13,5 % du commerce total de la métropole.

Dans les chiffres le record appartient à l'Afrique du Nord, Algérie en tête, mais après viennent aussitôt l'Indo-Chine, l'Afrique occidentale, la Tunisie, le Maroc et Madagascar, etc.

Il y a d'ailleurs lieu de noter qu'en 1925 le commerce France-Colonies n'avait atteint qu'un total de 11 milliards 311 millions, soit une augmentation en 1926 de 4 milliards 750 millions.

Nos colonies répondent donc magnifiquement aux efforts que nous tentons pour organiser de façon rationnelle la mise en valeur de leurs richesses naturelles.

Notre magnifique colonie de Madagascar mérite

1. M. Octave Homberg.

tout particulièrement que l'on s'occupe enfin d'elle et que l'on se préoccupe d'assurer avec l'exploitation rationnelle de ses immenses ressources le mieux être de ses habitants.

Les 45.863 Malgaches engagés volontaires envoyés par la colonie au secours de la mère Patrie en danger, groupés au moment de monter au front pour former le 1^{er} Régiment de Tirailleurs malgaches, ont inscrit sur la soie de leur drapeau des titres impérissables à notre reconnaissance.

M. le gouverneur général Garbit dans une conférence qu'il fit à l'Ecole coloniale le 16 mai 1919 (1) a su rappeler en termes profondément émouvants avec quel cœur, avec quel esprit de sacrifice, avec surtout quel amour désintéressé de la France, ces Malgaches ont accouru à l'appel de la mère Patrie pour suivre sur les champs de bataille le sort magnifique de cette division marocaine dont ils partagèrent les exploits, en gagnant avec la fourragère, marque de leur bravoure, des citations qui immortaliseront les preuves sanglantes de leur courage.

En leur donnant le drapeau de leur régiment le général commandant la division disait aux « chasseurs malgaches » :

« Tels sont vos titres de noblesse : ils s'appellent :
« Bois du Chatelet, Pommiers, Terny, Sorny-Alle-
« mant.

« Vous les pouvez faire inscrire sur la soie de

- 1. *L'effort de Madagascar pendant la guerre*. Challamel, Paris, 1919.

« votre drapeau ; ils vous rappelleront vos exploits
« immortels ; ils les diront à ceux qui seront après
« vous chargés de la garde de cet emblème sacré
« d'une Patrie que dans votre île lointaine, vous
« aviez de tout temps appris à aimer ; à qui depuis
« longtemps vous avez donné votre cœur, à qui vous
« venez de donner généreusement votre sang, vous
« acquérant ainsi des titres nouveaux à sa reconnais-
« sance et à son attachement ».

Une fois de plus la France a su prouver à Madagascar, comme ailleurs, la valeur de son œuvre colonisatrice et l'attachement à la mère Patrie qu'elle sait inspirer à tous les nouveaux enfants qu'elle adopte.

Ne regrettons donc pas les sacrifices qu'il nous a fallu faire pour annexer définitivement à notre vaste domaine colonial le magnifique fleuron que constitue la grande île de Madagascar : ne regrettons surtout pas les grands efforts qu'il nous faudra faire encore pour mettre complètement en valeur les immenses ressources de cette riche colonie : regrettons seulement le grand nombre des nôtres qui « reposent tout
« le long de cette route lugubrement fameuse, cons-
« truite par le corps expéditionnaire ou qui dorment
« à Majunga sous des pierres alignées en colonnes de
« compagnies dans leur cimetière qui regarde la
« mer et que déjà envahissent les herbes et les
« lianes » (1).

Mais constatons surtout que les populations mal-

1. Truitard, *op. cit.*

gaches ont su se gagner des titres impérissables à notre affectueuse reconnaissance, justifiant ainsi la parole magnifique du général Mangin :

La France est un pays de 100 millions d'habitants.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu : le Président de la thèse,
GERMAIN-MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.....	5
INTRODUCTION.....	9

PREMIÈRE PARTIE

L'ACTIVITÉ BANCAIRE A MADAGASCAR.

Les divers établissements de crédit.....	45
Historique de leur installation dans la colonie	45
CHAPITRE PREMIER. — Le Comptoir National d'Es- compte	45
CHAPITRE II. — La compagnie de l'Océan Indien	51
CHAPITRE III. — Le Crédit Foncier de Madagascar ..	54
CHAPITRE IV. — La Banque de Madagascar	56

DEUXIÈME PARTIE

OPÉRATIONS TRAITÉES PAR CHACUNE DES QUATRE BANQUES DE LA COLONIE.

CHAPITRE PREMIER. — Les trois premières banques ..	67
<i>Section I.</i> — Le Comptoir National d'Escompte..	67
1 ^o Opérations résultant des importations ..	68
2 ^o Opérations locales :	
a) Dépôts, comptes courants	70
b) Escompte local	71
c) Avances diverses	71
3 ^o Opérations résultant des exportations ..	72
<i>Section II.</i> — La compagnie de l'Océan Indien..	76
<i>Section III.</i> — Le Crédit Foncier de Madagascar.	80

CHAPITRE II. — La banque de Madagascar	85
<i>Section I.</i> — Opérations traitées. Avantages concédés. Le privilège d'émission	85
<i>Section II.</i> — Obligations imposées	90
a) Origine des capitaux	91
b) Participation de l'Etat aux bénéfices....	92
c) Restriction à la liberté du taux de l'es-compte	93
d) Gratuité du transfert des capitaux	95
e) Surveillance de l'Etat dans la gestion	97
f) Prêts à la colonie pour favoriser le crédit agricole	98

TROISIÈME PARTIE

ACTIVITÉ BANCAIRE ET L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE LA COLONIE.

CHAPITRE PREMIER. — Concours apporté par les banques au commerce de la colonie	103
CHAPITRE II. — Les banques et le crédit aux indigènes	108
CHAPITRE III. — La crise monétaire et la création de la banque de Madagascar	112
CHAPITRE IV. — Le loyer de l'argent avant et après la création de la Banque de Madagascar	121
CHAPITRE V. — Les banques et le placement des capitaux français à Madagascar	128
CHAPITRE VI. — L'activité bancaire et le peuplement de Madagascar	138
CHAPITRE VII. — Les banques et le placement des capitaux de la colonie dans la colonie	140
CONCLUSION	145

